

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3264-MARDI 10 JUILLET 2018

ZONE CÉMAC

Nécessité de réformer l'assurance automobile



Le présidium des travaux

En vue de simplifier les procédures et de réduire les délais d'indemnisation des victimes, les représentants des compagnies d'assurance d'Afrique centrale, qui se réunissent à Brazzaville du 9 jusqu'au 13 juillet, sollicitent la révision des textes communautaires en la matière. Le président du conseil des bureaux de la carte rose Cémac, le Congolais Claver Olandzobo, a fait remarquer que les conducteurs qui ont pourtant souscrit à l'assurance de responsabilité civile automobile sont l'objet des tracasseries en cas de sinistres survenus au-delà des frontières. « La carte rose Cémac est un outil d'intégration sous-régionale. Le défi auquel font face nos économies est de satisfaire les droits des peuples à la liberté d'entreprendre, de se déplacer librement... », a-t-il déclaré.

Page 3

MÉDIAS

L'Unesco envisage d'instituer un dispositif contre la désinformation

Le directeur de l'agence onusienne pour la liberté d'expression et le développement des médias, Guy Berger, a annoncé le développement d'un modèle de cursus intitulé « Journalisme, fausses nouvelles et désinformation ».

Il a rendu publique cette information au Forum sur la gouvernance de l'internet à Paris et indiqué que ce prochain programme type fait partie de la série sur l'éducation au journalisme produite par l'Unesco.

Guy Berger a expliqué que la publication va s'adresser aux éducateurs et aux formateurs en journalisme ainsi qu'aux journalistes en activité.

Page 4

BANQUE MONDIALE

Hafez Ghanem, nouveau vice-président pour la région Afrique

Le Franco-Egyptien, qui vient de prendre ses fonctions, aura la charge de gérer un portefeuille régional de plus de six cents projets, pour un montant global de plus de soixante et onze milliards de dollars. Il succède au Sénégalais Makhtar Diop, nommé vice-président de la Banque mondiale pour les infrastructures. Expert en développement, Hafez Ghanem a travaillé dans plus de trente pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et du Moyen-Orient.

Page 7



DIPLOMATIE

L'Ethiopie et l'Erythrée se réconcilient



Mulatu Teshome



Isaias Afwerki

Les deux pays ont pris la décision de renouer leur coopération après vingt ans d'inimitié. Le dégel est intervenu à la suite de la mission de travail du Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, à Asmara, en Erythrée.

Cette réconciliation prendra en

compte la réouverture des frontières associée à la circulation des personnes dans les territoires des deux Etats, la réouverture des ambassades, la reprise du trafic aérien et naval ou encore l'installation d'une ligne téléphonique directe entre les dirigeants des

deux pays. « Nous nous sommes mis d'accord pour la reprise du trafic aérien et naval, pour la circulation des personnes entre nos deux pays et la réouverture des ambassades », a indiqué le Premier ministre éthiopien à l'issue des discussions. Page 7

COUPE DU MONDE RUSSIE 2018

Les chances des demi-finalistes

Page 16

Éditorial

Revenons...

Page 2

EDITORIAL

Revenons ...

Oui, revenons un instant sur les conséquences que la fermeture du Détroit d'Ormuz, évoquée ici même hier, aurait pour les pays comme le nôtre. Brandie par le président Hassan Rohani dont le pays, l'Iran, peut à tout instant bloquer l'accès au golfe Persique et ne relevant donc ni du calcul ni de l'utopie, une telle action militaire provoquerait, en effet, deux mouvements majeurs qui nous concernent très directement.

Le premier, cela va de soi, serait la hausse aussi rapide que forte des cours de l'or noir sur les marchés mondiaux. Alors que ceux-ci flirtent à nouveau autour de 75-80 dollars américains le baril, on les verrait monter à plus de 100-120, voire même 150 dollars. Et cette hausse aurait deux effets immédiats : d'une part, l'aggravation de la crise qui frappe déjà les économies des grandes nations industrielles du fait de l'élévation des barrières commerciales décidée par le président des Etats-Unis, Donald Trump ; d'autre part, l'assainissement tout aussi soudain des finances des pays africains producteurs d'hydrocarbures dont l'essentiel des recettes publiques provient de la vente de ces matières premières.

Le second mouvement majeur que provoquerait la fermeture, sans doute temporaire mais lourde de conséquences, du Détroit d'Ormuz, serait de faire aussitôt du golfe de Guinée et donc de l'Afrique centrale le pivot de l'approvisionnement du monde en produits pétroliers. Largement ouvert sur l'Océan atlantique et donc aussi facilement accessible qu'impossible à bloquer comme l'est aujourd'hui le golfe Persique, cette région du monde s'imposera tôt ou tard, et plutôt tôt que tard, comme le lieu géométrique du commerce mondial des hydrocarbures. Ceci d'autant plus que les ports comme celui de Pointe-Noire, chez nous, se sont modernisés dans ce but ces dernières années.

Si nous insistons aujourd'hui sur le changement stratégique majeur que constituerait la fermeture du Détroit d'Ormuz, c'est parce que les grandes puissances, directement concernées par le séisme qui se prépare, étudient très discrètement les mesures à prendre dès maintenant pour tirer leur épingle du jeu avant qu'il soit trop tard. A nous d'en faire autant sans plus attendre car l'enjeu est à tous égards considérable !

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Bertrand Bébert Etou-Elion prend la tête de l'UMP- Brazzaville

La formation politique a élu son bureau de la ville capitale, le 6 juillet, au terme de deux jours des travaux du conseil fédéral.

Le nouveau président de la fédération de l'Union pour un mouvement populaire (UMP)-Brazzaville compte mettre l'accent, durant son mandat, sur la vulgarisation de la politique du parti. « Je vais travailler avec tous les membres du bureau, nous allons constituer un trait d'union entre le parti et le peuple afin que les valeurs de la République soient sauvegardées. Nous allons faire la politique de proximité. Notre ambition consiste à élargir la base de notre formation politique », a indiqué à la presse Bertrand Bébert Etou-Elion, invitant les militants à la rigueur et au respect des lois du parti. Outre la présidence de la fédération confiée à Bertrand Bébert Etou-Elion, les conseillers fédéraux ont élu Edouard Tsa et Guy Ngonda, respectivement vice-président et secrétaire. Prenant acte de l'élection du nouveau président de la fédération de Brazzaville, Digne Elvis Tsalissan Okombi, président national de l'UMP, a souhaité mobiliser le peuple autour de son organisation en vue de lutter contre la politique de la corruption.

« La marche que nous avons initiée est celle du peuple. Dès à présent, allez partout car nous sommes conscients des attentes de la population. Nous sommes la voix des sans voix. Il est temps que nous nous rassemblions pour faire de la rupture le combat du peuple », a-t-il noté.



Elvis Okombi Tsalissan félicitant Bertrand Bébert Etou-Elion (Adiac)

Le peuple doit continuer à soutenir la rupture face à cette élite corrompue, face à cette classe politique qui s'enrichit de jour en jour et qui oublie que les enfants ont besoin des écoles, a-t-il renchéri, avant d'ajouter : « Nous voulons un peuple organisé autour du président de la République pour lutter contre cette classe politique qui ignore les besoins de la population congolaise ».

Au nombre des recommandations prises au terme des travaux, il y a,

entre autres, la mise en place des bureaux interfédéraux de Brazzaville, de Kintélé et des arrondissements de la ville capitale ; l'adoption d'un plan et d'un calendrier de travail ; l'adoption d'un plan de communication ainsi que l'adoption d'une stratégie prospective pour les scrutins à venir.

Notons que les présidents de certains partis du centre ont également pris part à cette assemblée générale.

Rude Ngoma (stagiaire)

DISPARITION

Le Sénat pleure Agathe Manckongou-Komango

La chambre haute du parlement est une fois de plus en deuil. Elle a perdu, le 5 juillet, la sénatrice Agathe Manckongou-Komango, décédée à Rabbat, au Maroc, à l'âge de 60 ans. Membre de la commission affaires juridiques et administratives du Sénat, elle arrive pour la première fois dans cette chambre en 2014. Elle est réélue en 2017 à Liranga, département de la Likouala, sous le label du Parti congolais du travail.



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula,
Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubombé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

RÈGLEMENT DES ACCIDENTS TRANSFRONTALIERS

Nécessité de réformer l'assurance automobile

Les représentants des compagnies d'assurances basées en Afrique centrale sont en conclave depuis le 9 juillet à Brazzaville, pour tenter de réviser leurs textes communautaires permettant de simplifier les procédures et réduire les délais d'indemnisation des victimes.

Le système de l'assurance automobile de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), à travers la Carte rose Cémac, instituée en 1996, est en pleine mutation. Entre 2015 et 2017, les bureaux nationaux de cette assurance ont enregistré près de 320 dossiers sinistres. Ces bureaux ont pu ainsi faciliter les paiements d'environ six cents millions Fcfa par les compagnies locales.

Si ces chiffres peuvent illustrer des efforts fournis par le système d'assurance Cémac dans le règlement des sinistres trans-

frontaliers, de nombreux obstacles restent à franchir. Le président du Conseil des bureaux de la Carte rose Cémac, Claver Olandzobo, a pointé du doigt la lenteur de la procédure et le « silence radio » de certaines compagnies d'assurances de la sous-région.

Les conducteurs qui ont pourtant souscrit à l'assurance de responsabilité civile automobile font les frais des tracasseries lors des sinistres survenus au-delà des frontières. Leurs véhicules sont confisqués et ils sont souvent détenus. « La Carte rose Cémac est un outil d'intégration. Le défi auquel font face nos économies est de satisfaire les droits des peuples à la liberté d'entreprendre, de se déplacer librement... », a estimé Claver Olandzobo.

C'est sur ces diverses questions que les participants vont essayer d'harmoniser leurs vues au cours de cette 19e session extraordi-



Des participants

naire du Conseil des bureaux de la Carte rose Cémac qui va durer cinq jours. La tenue de cette rencontre à Brazzaville, à en croire le directeur des institutions financières nationales, Constant Badia, est la preuve de l'engage-

ment du gouvernement congolais en faveur de l'intégration sous-régionale et du développement du secteur d'assurance.

« La préoccupation majeure de nos gouvernements est la protection des populations et

de leurs biens (...). C'est pourquoi, ces assises doivent proposer une révision des textes afin de les adapter à l'environnement local », a plaidé Constant Badia.

Fiacre Kombo

CONFÉRENCE-DÉBAT

Les médias et l'information statistique au menu du premier "Vendredi du savoir"

Le rap prochainement entre utilisateurs et producteurs des données statistiques, c'est le défi que tente de relever la plate-forme d'échange « Vendredi du savoir » qui a mobilisé, pour sa première édition le 6 juillet, à l'Université Marien-Ngouabi, des étudiants, chercheurs, statisticiens, médias, y compris des partenaires.

Initiée par le Projet de renforcement des capacités en statistique (Pstat), la conférence-débat visait à édifier les participants sur les statistiques citées dans les médias, les principes fondamentaux de la statistique officielle, les différents types de statistiques, les catégories de produits statistiques ainsi que sur les normes et pratiques pour la citation des statistiques.

Le thème retenu pour cette première rencontre d'échange a porté sur les « Normes et pratiques pour le référencement adéquat des statistiques dans les médias ». Un thème instructif car le Congo enregistre encore des lacunes en matière de production

et diffusion de données statistiques et la citation dans les médias reste insuffisante au vu de la demande.

Un dépouillement des données statistiques réalisé sur un échantillon de la presse écrite, dont Les Dépêches de Brazzaville, La Semaine Africaine et l'Agence congolaise d'information et Congo site, montre un déséquilibre dans le traitement de l'information statistique. D'après l'un des conférenciers, Anki Yambare, la plupart de ces données recueillies au cours du premier trimestre 2016 sont de sources extérieures. « En matière de citations statistiques, en économie on enregistre un taux de 50,4%, en social

29,4%, en démographie 15,6% et en condition de vie des ménages 4,5%. Le média qui a le plus utilisé des données statistiques, c'est Les Dépêches de Brazzaville », a déclaré Anki Yambare.

Ce dernier, à l'instar de tous les autres intervenants du jour, est convaincu de la nécessité de sensibiliser l'opinion publique nationale et les autorités à l'usage de la statistique. Il s'agit d'un instrument de politiques de développement dont la production et la diffusion répondent à un certain nombre de principes de transparence et d'équité, a-t-il expliqué. C'est le sens de l'initiative des « Vendredis du savoir » qui, selon le coordonnateur national du Pstat, Dominique Kimpouni, contribueront à redorer l'image de la statistique auprès du public et restaurer sa principale fonction d'œil du décideur à tous les niveaux (ménages, unités économiques, collectivités locales, etc.). « Ce rendez-vous, c'est aussi un message d'encouragement pour les producteurs, un moyen de lisibilité sur la connaissance de la situation du pays », a martelé Dominique Kimpouni.

La vulgarisation des outils statistiques passe également par la sensibilisation dans les établissements et écoles de formation. C'est le vœu émis par le responsable du parcours-type des Sciences et techniques de la communication, François Biyé, qui plaide pour un partenariat entre son département et le Pstat.

F. K. et Merveille Atipo (Stagiaire)

NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'importance du numérique au coeur d'un colloque à Brazzaville

La contribution du bon usage des réseaux sociaux à la diversification de l'économie congolaise a fait l'objet, le 7 juillet, d'une conférence spéciale placée sur le thème « Réseaux sociaux, quel apport pour un pays en voie de développement ? ».

Co-organisé par Diaspo investigation et nexcom consulting, le colloque initié par des jeunes congolais de la diaspora visait deux objectifs : sensibiliser l'opinion au bon usage des réseaux sociaux et identifier les leviers du secteur pouvant soutenir le développement du pays. A la lumière des thématiques développées à l'occasion, il en est ressorti qu'au-delà des considérations profanes, le numérique et les réseaux sociaux constituent vraisemblablement un secteur porteur de richesses pour lequel le Congo doit miser pour renforcer son économie. « On a attribué aux réseaux sociaux une mauvaise connotation. Dans d'autres pays, les réseaux sociaux sont un levier économique. Au Congo, au moment où nous parlons de diversification de l'économie, nous sommes persuadés que le secteur des réseaux sociaux est une réponse adéquate à cette problématique. Le Kenya, le Rwanda et le Madagascar qui en ont fait bon usage, tirent déjà profit. Il est donc important que le Congo s'inscrive dans cette lancée », a affirmé Christian Nex Satou. Ainsi, développant sa thématique sur les « Ecosystèmes du numérique : niches et opportunités », Luc Missidimbazi a démontré techniquement que le meilleur usage des réseaux sociaux peut contribuer au développement économique du Congo. Pour mieux persuader son auditoire, l'ex-coordonnateur du projet CAB, conseiller télécom et numérique du Premier ministre, a épinglé les secteurs du foncier, de la santé et de l'enseignement supérieur comme parmi ceux qui, une fois numérisés, peuvent générer les ressources financières importantes, capables de soutenir l'économie.

« Dans le domaine foncier, par exemple, on peut créer une application pour identifier numériquement les propriétaires terriens ou encore vérifier l'authenticité des espaces vendus ou libres. Même chose dans le domaine de la santé et à l'Université Marien-Ngouabi, où il manque des applications capables pour optimiser la gestion du personnel et des finances », a expliqué Luc Missidimbazi. Un autre thème passionnant, intitulé le « Web journalisme : une nouvelle forme de journalisme, déontologie contre désinformation » a été présenté par Antonin Bossoto. Cet enseignant chercheur à l'Université Marien-Ngouabi a fait la corrélation entre le journalisme traditionnel et celui dit 2.0, pratiqué sur le net, source de fake news.

Firmin Oyé



Une vue de la salle pendant la première édition (Adiac)

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

La 2^e édition de la Semaine africaine de la science du NEF prévue en octobre

Le ministre de tutelle, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, et l'ambassadrice du NEF au Congo, Mandinga Kosso Etoke-Beka, ont convenu, le 7 juillet à Brazzaville, d'établir un partenariat pour l'organisation de la rencontre, du 22 au 26 octobre.

La Semaine de la science du Next Einstein Forum (NEF) vise la promotion de la culture scientifique dans l'environnement des jeunes congolais en leur présentant les ouvertures qu'offrent les différents domaines des Sciences-Technologie-Ingénierie-Mathématiques (STEM). Placée sur le thème « Jeunes innovateurs de la République du Congo », la deuxième édition de la Semaine africaine de la science du NEF permettra de susciter l'esprit scientifique dans la jeunesse congolaise, en particulier chez les jeunes filles, et de rendre hommage aux innovateurs non connus travaillant dans les zones rurales du pays. L'une des particularités du forum : la moitié des participants est âgée de moins de 42 ans et 40% sont des femmes. Notons que le NEF est une initiative de l'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS), en partenariat avec la Fondation Robert-Bosch. Inauguré en 2013, le NEF est né d'un constat : l'inexistence sur le sol africain

d'aucune plate-forme de rencontres regroupant des meilleurs acteurs des diverses communautés scientifiques, industrielles, des sciences, des sociétés civiles et politiques d'Afrique ou d'ailleurs, afin de tirer profit de la science pour le développement mondial.

L'objectif étant de propulser le continent sur la scène interna-

sadrice du NEF, le Dr Mandinga Kosso Etoke-Beka, a reçu le prix de cette organisation lors du sommet de Kigali, au Rwanda, tenu du 24 au 30 mars dernier, en présence des présidents Paul Kagame du Rwanda et Macky Sall du Sénégal. Cheffe de service de la programmation et suivi-évaluation, attachée de recherche à l'Institut national de recherche



Le ministre Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou et le Dr Mandinga Kosso Etoke-Beka/Adiama

tionale scientifique. Il vise également à renforcer l'enseignement et la recherche scientifique à travers l'Afrique et mettre en valeur ses meilleurs jeunes scientifiques; soutenir un développement mené par la science.

Sélectionné parmi trois cents candidats, la nouvelle ambas-

se en science de la santé, Mandinga Kosso Etoke-Beka est aussi enseignante à la Faculté des sciences techniques de l'Université Marien-Ngouabi. Elle a remplacé à ce poste le Dr Charles Lebon Mberi Kimpolo qui a dirigé l'organisation de 2015 à 2017.

Parfait Wilfried Douniama

MÉDIAS

L'Unesco met en place un programme de lutte contre la désinformation

Le directeur de l'agence onusienne pour la liberté d'expression et le développement des médias, Guy Berger, a annoncé récemment le développement d'un modèle de cursus intitulé « Journalisme, fausses nouvelles et désinformation ».

Selon Guy Berger qui a rendu publique l'information au Forum sur la gouvernance de l'internet, tenu à l'Université de Paris Descartes, sur le thème « Éducation au numérique et aux médias », le prochain programme type fait partie de la série sur l'éducation au journalisme produite par l'Unesco.

Le directeur de l'Unesco pour la liberté d'expression et le développement des médias a expliqué que la publication s'adresse aux éducateurs et aux formateurs en journalisme ainsi qu'aux journalistes en activité. « Cela intéressera également les partis politiques, les professionnels de la santé, les scientifiques, les observateurs électoraux, les ONG, les enseignants et les sociétés internet », a-t-il précisé dans un communiqué de presse de cette agence onusienne.

S'appuyant sur le manuel, il a

indiqué que les sociétés doivent être alphabétisées sur toute la gamme des réponses aux problèmes de désinformation. Ce qui couvrira les gouvernements, les sociétés internet, les partisans des médias et de l'information, les acteurs médiatiques. En effet, pour lui, l'alphabétisation spécifique pour les individus consommant ou produisant du contenu devrait couvrir au moins quatre compétences, intégrées dans le programme type. Il s'agit, entre autres, de reconnaître qu'une information de qualité par des acteurs transparents et vérifiables est essentielle pour la démocratie, le développement, la science, la santé et le progrès humain ; connaître et comprendre que la désinformation n'est pas quelque chose de secondaire et que la combattre est une mission critique pour les médias d'information. « Il s'agit aussi de renforcer les capacités des journalistes, des blogueurs et des utilisateurs de médias sociaux afin qu'ils puissent offrir une pratique exemplaire pour un journalisme inclusif et précis, afin que les nouvelles puissent constituer une alternative crédible à la désinformation. De nouvelles compétences pour

éviter les manipulations, comme par exemple par de fausses nouvelles graves », a poursuivi Guy Berger

Ce manuel inclut également des éléments importants relatifs aux alphabétisations pertinentes pour les institutions médiatiques. Il s'agit notamment des connaissances et compétences pour mettre en place des systèmes pour salles de rédaction permettant de surveiller, d'enquêter et de rapporter systématiquement les origines des principaux cas de désinformation et de fausses informations. Le deuxième élément porte sur les connaissances et les compétences pour gérer des partenariats entre les institutions de médias et les écoles de journalisme, les ONG, les vérificateurs de faits, les communautés, les sociétés internet et les régulateurs, dans la lutte contre la pollution de l'information. Enfin, le troisième concerne les connaissances sur l'importance d'engager le public sur les raisons pour lesquelles il est important de chérir et de défendre le journalisme pour ne pas être submergé par les attaques contre la désinformation et être inclus dans ces dernières.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ PUBLIQUE

Jacqueline Lydia Mikolo satisfaite de l'appui médical des Etats-Unis

Le ministre de la Santé et de la population a salué, le 6 juillet à Brazzaville, la promptitude de l'équipe américaine présente au Congo, lors de son intervention suite à l'épidémie à virus d'Ebola déclarée à Bikoro, en République démocratique du Congo, une localité frontalière à celle de Liranga, dans le département de la Likouala.

Jacqueline Lydia Mikolo a exprimé sa satisfaction lors de sa visite au Laboratoire national de santé publique, en compagnie de l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Todd P. Haskell, à l'occasion de la célébration de la coopération scientifique entre les Etats-Unis et cette structure.

Selon elle, le Laboratoire national de santé publique est la matérialisation de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la santé. Sa réhabilitation fait partie des priorités du gouvernement. « Le ministère de la Santé est en train de mener huit réformes importantes dont celle portant sur le Laboratoire national qui devrait, à terme, devenir l'Institut national de santé publique dont le plateau technique sera réhabilité », a-t-elle déclaré.

Le diplomate américain a, pour sa part, expliqué que le but de sa visite était de montrer la collaboration et l'engagement entre les deux pays dans la lutte contre l'épidémie de la maladie à virus d'Ebola et de se rendre compte du matériel avec lequel les Congolais travaillent pour détecter les autres maladies. « Le partenariat marche très bien entre le gouvernement et l'Institut national de santé aux Etats-Unis. Le personnel de cet institut était venu au Congo pour former ceux d'ici, dans le cadre de la maladie à virus d'Ebola, afin de s'assurer de la bonne santé de la population », a indiqué Todd P. Haskell. Le Laboratoire national de santé publique coopère avec les Etats-Unis depuis les années 2000, a expliqué son directeur général, Jean Vivien Mombouli. Cette coopération a débuté par des échanges et des prises de contact avant de rappeler que les liens ont été établis depuis 2001. « L'Agence de santé des Etats-Unis, CDC, avait confirmé la variole de singe à Impfondo en 2003. Elle a été toujours mobilisée par l'Organisation mondiale de la santé à chacune des épidémies au Congo. Nous avons commencé à initier les choses vers 2004, par des petits projets dont celui portant sur l'identification de l'origine exacte du virus d'Ebola en vue de mettre en place un système de surveillance et d'alerte précoce », a-t-il dit.

L'épidémie qui s'est déclarée à Bikoro, selon lui, a permis au Dr Vincent Munster de dépêcher une équipe au Congo Brazzaville qui a apporté les premiers consommables réactifs. L'aménagement de l'environnement du Laboratoire national par cette équipe, a-t-il poursuivi, a permis de constater l'inaccessibilité par voie terrestre des villes de Liranga, Mossaka, Loukoléla et ses environs. A cet effet, un laboratoire mobile, don américain, a été déployé dans les zones à risque pour riposter en cas d'épidémie au Congo.

Jean Vivien Mombouli a également rappelé qu'il y a beaucoup de pistes qui pourraient être exploitées pour apporter des solutions capables de surveiller les maladies telles que la fièvre jaune, Ebola et bien d'autres. « Nous avons l'appui de l'OMS dont le Congo abrite le bureau régional de l'Afrique que nous n'exploitons pas assez. Nous pensons travailler de sorte que le bureau régional nous apporte plus d'aides. Nous avons certainement un cadre institutionnel avec l'autonomie de gestion qui nous permet de mobiliser les Fonds au niveau du secteur privé et d'autres fonds en développant la recherche », a-t-il déclaré.

Lydie Gisèle Oko

SEMAINE DE L'ÉTUDIANT CHRÉTIEN

Les débats tournent autour des déviances en milieu universitaire

L'évènement se tient du 8 au 15 juillet à Brazzaville, sur le thème : « Etudiant chrétien, devoirs et responsabilités face aux déviances en milieu universitaire ».

Ce thème a tiré sa source de celui de l'année pastorale 2017-2018. Il a été choisi par les étudiants eux-mêmes en se fondant sur la méthode « voir-juger-agir ». Il est également le fruit d'une réflexion sur les faits et antivaluers qui minent la jeunesse congolaise. Il se rapporte à quelle attitude devrait adopter l'étudiant face aux déviances en milieu universitaire. Ce thème se répartit en six sous-thèmes, à savoir sexualité en milieu estudiantin ; drogues et alcool ; discernement des esprits en milieu universitaire ; harcèlement et abus d'autorité ; corruption ; concussion ; régionalisme et ethnocentrisme en milieu universitaire.

En effet, plusieurs faits gagnent le cœur des jeunes congolais dans leurs milieux de vie : la tricherie, la corruption, le vagabondage sexuel, le harcèlement sexuel, le banditisme, l'exhibitionnisme, le lesbisme. Ces faits ont des graves répercussions aujourd'hui au sein des familles, au niveau de la formation des jeunes et même la foi chrétienne.

Rappelons que la semaine de l'étudiant chrétien est un évènement annuel créé par le Centre catholique universitaire de Brazzaville, avec pour mission de rassembler les différentes universités et instituts publics et privés autour des activités sportives, culturelles et ludiques.

Elles ont pour objectifs, entre autres, sensibiliser la jeunesse estudiantine sur leurs responsabilités et devoirs en tant qu'étudiant, et leur proposer des pistes de solutions aux problèmes qu'ils rencontrent pendant leur formation ; encourager les universités et instituts dans la noble mission d'enseigner ; sensibiliser la jeunesse aux enjeux de l'entrepreneuriat à travers des ateliers de formation organisés sur place et se rapportant à la fabrication du savon liquide, des essences de citronnelle, de l'huile de palme... et enfin offrir aux universités et instituts une plateforme de communication sur leurs programmes d'enseignement.

De ce fait, six universités et écoles sont mises en compétition dans les disciplines ci-après : sport (à travers l'organisation d'un mini tournoi de football, ndzango et basketball), Quizz (jeu de questions-réponses permettant d'évaluer le niveau de connaissances générales des candidats), dictée (elle permet d'évaluer le niveau en grammaire et orthographe de chaque candidat).

Roger Ngombé

ENVIRONNEMENT

Les femmes autochtones formées à l'élaboration d'un projet économique bancable

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de Renforcement de la gouvernance interne et de partenariat de la composante autochtone (Regipac), l'association Debout femme autochtone du Congo ainsi que Manyoto pastoralist integrated development organisation, se sont engagées à renforcer les capacités de participation des femmes autochtones à la gouvernance Redd+.

Depuis le 7 juillet, les participantes s'imprègnent des concepts de la composante autochtone du Cadre de concertation des ONG et des peuples autochtones sur la Redd+ (Cacoredd), des capacités techniques et opérationnelles leur permettant de jouer pleinement leur rôle dans l'implication de celle-ci. « Cet atelier poursuit la mise en œuvre de notre projet de renforcement des capacités des populations autochtones pour favoriser leur implication effective dans le processus Redd+ et la lutte contre le changement climatique », a déclaré la présidente de l'association Debout femme autochtone du Congo, Carine Nzimba Zere,

ajoutant que cela est nécessaire afin qu'elles s'impliquent réellement dans le processus. Selon elle, les femmes autochtones sont parmi les victimes des conséquences du changement climatique du fait qu'elles sont les gardiennes des forêts et possèdent un savoir-faire traditionnel de la conservation de l'écosystème forestier.

« Cela signifie simplement que le projet de renforcement de la gouvernance interne et du partenariat de la composante autochtone de Cacoredd qui nous réunit ce jour est en train d'atteindre son apogée », a précisé le coordonnateur du projet Regipac, Christeven Padou. « Le projet Regipac, managé par



Les organisateurs posant avec les femmes autochtones (Adiac)

l'association Debout femme autochtone du Congo, est arrivé à point nommé comme une bouée de sauvetage, au moment où toute la composante autochtone était au bout du gouffre. Le Réseau national des organisations de la société civile des populations autochtones du Congo (Renorscipac) a pour but d'œuvrer pour l'effectivité de l'autonomie

des populations autochtones (...), a souligné Etienne Tang-Tang, secrétaire exécutif de Renorscipac.

A noter que cet atelier qui s'achève le 10 juillet est donc une opportunité pour tous les participantes de se familiariser aux concepts de l'élaboration d'un projet économique bancable au bénéfice des femmes autochtones. C'est le cas

dans l'agroforesterie et la valorisation des ressources non ligneuses, l'artisanat et la gestion des espaces protégés ; la méthodologie d'élaboration d'un projet socioculturel et de développement au bénéfice des femmes et enfants autochtones sur la Redd+ : cas de la sensibilisation aux droits humains, les mécanismes de gestion des conflits, la plaidoyer, la santé, la nutrition, etc.

Guillaume Ondzé

SALUBRITÉ

Les habitants de Bacongo adhèrent à la journée citoyenne

Le mot d'ordre appliqué depuis quelques mois a une fois de plus été respecté, samedi dernier, dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, où plusieurs activités liées à l'hygiène environnementale ont été organisées.

L'opération de salubrité, placée sous la supervision de l'administrateur-maire de Bacongo, Simone Loubienga, s'inscrit dans le cadre du respect de la délibération du conseil départemental et municipal de Brazzaville, instituant chaque premier samedi du mois comme journée de propreté.

En effet, selon l'administrateur-maire, il est demandé à tout citoyen de nettoyer sa devanture, sa parcelle, bref son environnement de vie ou de travail. Ainsi, pour le premier samedi de juillet, cinq sites ont été choisis, mobi-

lisant des ressources humaines et matérielles importantes. Au nombre des sites, il y avait le

Square De Gaulle où le comité du quartier 26 et l'Association la chaîne de la charité ont ramassé

les déchets plastiques ; l'esplanade du stade Marchand qui a été désherbé par les occupants

; l'aménagement des voiries des quartiers, couplé à la campagne de sensibilisation des riverains. L'autre site a été le stade Hugos où des épaves de voitures ont été débarrassés avec le concours des commerçants camerounais.

Invitant la population à s'imprégner de cette journée, Nji Mama, commerçant camerounais alias « Monsieur le maire », a salué l'initiative en ces termes : « Cette journée concerne la propreté, nous devons prouver à nos frères et sœurs que nous sommes tous concernés. La maladie n'épargne personne, voilà pourquoi les Camerounais résidant à Bacongo sont mobilisés pour lutter contre l'insalubrité. A cet effet, j'invite tous les citoyens de la ville de Brazzaville à inscrire ce jour dans leur programme ».

Rude Ngoma, stagiaire



Les commerçants camerounais adhèrent à la journée citoyenne à Bacongo/Adiac



34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

FRET AÉRIEN & MARITIME
ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE

FRANCE / EUROPE
AFRIQUE / ASIE
MOYEN-ORIENT



Avec ou sans
dédouanement

BRAZZAVILLE
POINTE-NOIRE
KINSHASA
MATADI, BOMA

Contact Paris : DJAMEL
☎ + 331 44 92 90 90
☎ + 336 65 47 06 06

Contact Brazzaville : Lydie
☎ +242 06 605 91 69
☎ +242 05 522 49 99

Contact Kinshasa : Goga
☎ +243 080 847 72 04

34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya
✉ ttnplus wanadoo.fr

FRANCE

La popularité du président Macron chute fortement

Selon le dernier sondage publié le 6 juillet par la société d'enquête Elabe, le chef de l'Etat français accuse une baisse de sa cote de popularité de six points par rapport au mois dernier, enregistrant la plus mauvaise performance depuis son élection en mai 2017.



La cote du président n'avait jamais connu pareille chute depuis son élection en 2017. Elle s'établit désormais à 34%, son plus bas niveau, et celle du Premier ministre français, Edouard Philippe, à 31%.

Réalisés les 3 et 4 juillet et auprès d'un échantillon de mille une personnes représentatif de la population française, ce sondage affirme que le président Macron enregistre une forte baisse de popularité depuis le mois dernier.

Dans cette enquête, « six personnes interrogées sur dix déclarent ne pas faire vraiment confiance ou ne pas faire confiance du tout à

Emmanuel Macron et 57% portent le même jugement sur Edouard Philippe », explique Elabe dans un communiqué.

Dans le détail, « la cote de confiance d'Emmanuel Macron est en chute (...) auprès de nombreuses catégories de population : les personnes âgées de 18 à 24 ans, les électeurs de François Fillon, les ouvriers, les habitants des communes rurales, les personnes âgées de 50 à 64 ans et les retraités », relève le sondeur.

D'autre part, la « politique menée par l'exécutif est jugée de plus en plus injuste et inefficace pour la situation économique du pays »,

indique Elabe.

76% des Français estiment que la politique menée par l'exécutif est injuste et que les efforts ne sont pas répartis équitablement selon les capacités de chacun (dont 39% déclarent pas du tout juste). Ce sentiment d'injustice est en nette hausse dans l'opinion publique sur les quatre derniers mois (+ 8 points).

Par ailleurs, 66% (+9) estiment que cette politique ne permettra pas d'améliorer la situation du pays et 64% (+7) pensent qu'elle n'est pas

La « politique menée par l'exécutif est jugée de plus en plus injuste et inefficace pour la situation économique du pays »,

efficace pour relancer l'économie. Les Français sont plus partagés concernant la conformité aux engagements de campagne. 49% estiment que la politique actuelle n'est pas fidèle aux promesses du candidat Emmanuel Macron, un score en hausse de neuf points. 50% jugent qu'elle correspond aux engagements.

« La dynamique d'opinion observée témoigne d'une défiance qui s'accroît depuis fin février (entre +7 et +9 points d'avis défavorables) à l'égard de la politique menée », poursuit Elabe dans le communiqué.

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Deux experts internationaux dépêchés sur les événements au Kasai

Réuni à Genève, le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies (CDH) a adopté, le 6 juillet, à l'unanimité, une résolution appelant le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme à envoyer une équipe de deux personnes sur les événements dans la région du Kasai, en République démocratique du Congo (RDC).

Les deux experts internationaux sont notamment chargés de faire un rapport sur la mise en œuvre par la RDC des recommandations de l'ancienne équipe d'experts internationaux, en particulier en ce qui concerne la lutte contre l'impunité et les mesures pour promouvoir la réconciliation.

Aux termes d'une résolution intitulée L'assistance technique à la République démocratique du Congo et établissement des responsabilités concernant les événements dans la région du Kasai, adoptée sans vote, le Conseil a condamné les violations et les atteintes commises aux Kasai, notamment contre les enfants, et les conditions dans lesquelles elles ont été commises, y compris à travers l'usage excessif de la force, le recrutement et l'utilisation d'enfants par les milices.

Le Conseil entend ainsi exprimer sa préoccupation sur le conte-

nu de la déclaration faite par le président de l'équipe d'experts internationaux lors du dialogue interactif du 3 juillet 2018 sur la persistance des actes de violence liés à la crise dans les régions du Kasai, la poursuite du recrutement et de l'utilisation d'enfants par les milices Kamuina Nsapu et Bana Mura, ainsi que les rapports faisant état de la poursuite des violences intercommunautaires et des violences des milices dans les régions du Kasai.

Le Conseil appelle ainsi Kinshasa à intensifier ses efforts afin de respecter, protéger et garantir tous les droits de l'Homme et toutes les libertés fondamentales pour tous, conformément à ses obligations internationales.

Le 3 juillet, des experts internationaux de l'ONU s'étaient dits choqués par l'ampleur et la brutalité des crimes commis au Kasai. « Sur la base des informations

collectées, vérifiées et corroborées, l'équipe a des motifs raisonnables de croire que pendant la vague de violence qui touche le Kasai depuis 2016, les Forces de défense et sécurité congolaises, la milice Kamuina Nsapu et les milices Bana Mura ont commis de nombreuses atrocités, y compris des meurtres, mutilations, viols et d'autres formes de violences sexuelles », avaient conclu les experts de l'ONU.

Devant le Conseil des droits de l'Homme, le président de l'équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai avait réaffirmé que certaines des exactions commises par les FARDC et ces milices constituent des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre, tels que définis par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, ainsi que des graves violations et atteintes aux droits de l'Homme.

BURUNDI

La Première dame appelle l'église protestante à s'impliquer contre le sida

L'épouse du chef de l'Etat et représentante de l'Organisation des premières dames d'Afrique contre le sida au Burundi (OPDAS-Burundi), Denise Nkurunziza, a demandé, la semaine dernière, aux leaders des églises protestantes implantées dans le pays à être « à l'avant-garde » du combat contre la pandémie.

Denise Nkurunziza intervenait au cours d'un atelier de mobilisation des leaders religieux, afin que ces derniers s'investissent davantage dans le processus d'accélération de la prévention de la transmission du VIH-sida de la mère à l'enfant (PTME).

L'antenne de l'OPDAS au Burundi, a-t-elle affirmé, souhaite une mobilisation nationale « tous azimuts » contre le VIH-sida, d'abord pour atteindre en 2020 « zéro nouvelle infection au VIH et zéro discrimination pour les personnes infectées » au Burundi. Elle a reconnu qu'en dépit des progrès déjà enregistrés dans la réalisation de la PTME, « le chemin reste encore long dans la mise à l'échelle » de ce programme au Burundi à cause de la persistance de certaines barrières socio-culturelles. La Première dame a recommandé, par ailleurs, à ces leaders religieux de participer activement à une synergie nationale destinée à ce que le Burundi parvienne « sans aucune faille » d'ici à l'horizon 2030, à l'atteinte du triple objectif mondial « 90-90-90 » : 90% des personnes vivant avec le VIH « connaissent leur état sérologique », que 90% des personnes conscientes de leur séropositivité « reçoivent un traitement antirétroviral » et que 90% des personnes sous traitement présentent une « charge virale indétectable ».

Pour ce faire, la Première dame burundaise a « vivement interpellé » les leaders religieux concernés de renforcer la sensibilisation en direction de leurs « fidèles respectifs » en ce qui concerne la prévention contre le VIH-sida. « Que personne ne se dérobe en la matière ; mais plutôt que le bon sens et la logique élémentaire poussent tout patient burundais en la matière à se diriger vers les structures sanitaires dûment compétentes telles que les hôpitaux et les centres de santé. De la sorte, certains Burundais encore embourbés dans la croyance à des pratiques rétrogrades pourront opérer une rupture avec la fréquentation des charlatans qui prétendent disposer des compétences sanitaires requises dans le traitement contre le VIH-sida », a-t-elle martelé.

Les femmes enceintes appelées à se dépister sur le VIH-sida

Elle a saisi l'occasion pour inviter les structures administratives formant le ministère burundais de la Santé publique et de la lutte contre le sida, d'enclencher de « nouvelles énergies » dans une perspective de « supprimer tous les goulots d'étranglement » à l'accès du traitement contre le VIH-sida. Sur ce, Denise Nkurunziza a recommandé particulièrement aux femmes enceintes de se soumettre à un dépistage sur le VIH-sida dès la conception de la grossesse pour qu'une fois dépistées séropositives, elles puissent adhérer au programme PTME visant à protéger leurs bébés contre la contamination du VIH. Elle a demandé particulièrement aux leaders religieux de se garder à « exploiter les créneaux offerts par les prières et autres incantations religieuses » pour dissuader ou empêcher leurs fidèles de recourir aux structures sanitaires dans le cadre de la prévention et de la prise en charge contre le VIH-sida.

Cette recommandation, a-t-elle insisté, est d'autant plus pertinente dans un contexte national où certaines informations diffusées par ici par là, en milieu scolaire burundais, font état de « certains enseignants qui dévient de leurs premières missions d'éducateurs en s'adonnant à des pratiques de prostitution avec les écolières et élèves qu'ils enseignent ».

NIGER

Construction d'un hôtel à Niamey en vue du sommet de l'UA 2019

Le président nigérien, Mahamadou Issoufou, a lancé officiellement, la semaine dernière, les travaux d'un hôtel présidentiel cinq étoiles, prévu pour héberger des hôtes de marque dans le cadre du sommet de l'organisation panafricaine que le pays va abriter en juillet 2019.

Le bâtiment de dix-sept étages, le plus haut de la capitale nigérienne, est construit sur un terrain de 21 000 m², au centre-ville, non loin du fleuve Niger, par l'entreprise turque Summa, dans le cadre d'un partenariat public-privé pour un coût global de quarante-cinq millions d'euros, environ trente milliards de francs CFA. L'hôtel de standing international aura une capacité d'hébergement de plus de cent quatre-vingt-dix chambres avec, entre autres, des suites royales et présidentielles ainsi que des chambres standard, selon les techniciens. Il comprendra également une salle de banquet, un salon VIP, un restaurant, un bar, un business center, trois salles de réunion, un centre de fitness, une piscine extérieure et un parking pour cent véhicules. Le délai prévisionnel de livraison de cette infrastructure est fixé au plus tard le 31 mai 2019. Pour le ministre nigérien du Tourisme, Mohamed Boto, la construction de cet hôtel vient accroître la capacité d'accueil de la capitale et renforcer le secteur du tourisme nigérien.

A l'occasion de cet événement continental, plus de quatre mille invités dont une cinquantaine des chefs d'Etat et de gouvernement séjourneront à Niamey, pendant plus d'une semaine, selon l'organisation.

Aussi, « Niamey sera la capitale de toute l'Afrique et par conséquent il faut que Niamey soit belle, que Niamey soit propre et que Niamey soit dotée d'infrastructures à la hauteur de l'événement », a fait savoir le président nigérien, en lançant les travaux de modernisation de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey pour répondre aux normes internationales.

Outre la construction de l'hôtel présidentiel cinq étoiles ainsi que la rénovation et la modernisation de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey, le chef de l'Etat a inauguré, il y a quelques semaines, le plus grand échangeur de la capitale et lancé les travaux de construction d'une « Voie express » qui reliera l'aéroport au centre-ville de Niamey.

PRÉSIDENTIELLE MALIENNE

Forte mobilisation aux meetings de campagne du pouvoir et de l'opposition

Les vingt-quatre candidats à l'élection, dont le chef de l'Etat sortant, Ibrahim Boubacar Keïta, et son principal rival, Soumaïla Cissé, sont déjà en campagne pour le scrutin du 29 juillet. Le lancement de l'opération a eu lieu le 7 juillet à travers le territoire national.

Selon des sources concordantes, plus de soixante mille personnes ont assisté, le 8 juillet, dans un stade à Bamako, au premier meeting du président Ibrahim Boubacar Keïta, 73 ans, alors que le leader de l'opposition mobilisait le même jour autour de cinquante mille partisans.

S'adressant à ses sympathisants, Ibrahim Boubacar Keïta, élu en 2013, leur a demandé de « rester mobilisés pour la victoire ». « Je me présente pour ma succession, pas par amour du pouvoir mais par amour pour ce pays, pour sa sécurité », a-t-il affirmé en langue bambara.

L'ancien ministre Soumaïla Cissé, 68 ans, tenait un meeting sur la Place de l'indépendance dans la capitale malienne. Il a assuré les milliers de personnes présentes à son meeting qu'il fera de son mieux pour que le pays retrouve sa quiétude d'antan. « Je m'engage à tout mettre en œuvre pour ramener la paix et l'unité, à redonner à l'Etat toute son autorité », a déclaré cet économiste de renom et



l'un des vétérans de la politique au Mali. Il a ajouté : « Je m'engage à lutter contre le clientélisme et la corruption. Je fais le serment solennel qu'aucun membre de la famille n'aura de poste officiel ». Commentant ce message, Souleymane Kanté, un jeune diplômé sans emploi, a dit : « Le pays va mal. La vie coûte cher. Le centre du Mali brûle. Nous avons carrément perdu le Nord. C'est seulement

Soumaïla Cissé qui peut nous sauver ».

Le gouvernement malien avait officiellement convoqué, le 27 avril, le corps électoral pour le scrutin du 29 juillet. Parmi les candidats à l'élection figurent un ex-Premier ministre de l'actuel chef de l'Etat malien, Moussa Mara ; un de ses anciens ministres, Mohamed Ali Bathily ; le maire de Sikasso (sud), Kalifa Sanogo ; le riche

homme d'affaires Aliou Boubacar Diallo. L'ancien ministre et militaire Moussa Sinko Coulibaly et deux hauts fonctionnaires internationaux, Modibo Koné et Hamadou Touré, sont également au nombre des prétendants au fauteuil présidentiel.

Les observateurs signalent que les premiers ralliements ou soutiens s'opèrent déjà. C'est le cas du leader touareg Ibrahim Ag Mohamed

Assaleh, ancien député de Borem et ancien de l'ex-rébellion (Mouvement national de libération de l'Azawad), qui s'est rallié à Housseini Amion Guindo. De son côté, le célèbre chanteur Salif Keïta a déjà appelé à voter Soumaïla Cissé, le leader de l'opposition. Les consignes de vote des chefs religieux sont impatientement attendues par les différents candidats.

La Mission de l'ONU au Mali (Minusma), la force française Barkhane et la communauté internationale qui sont présentes dans le pays espèrent une relance de l'application de l'accord de paix signé en mai-juin 2015, qui accumule les retards alors que les attaques djihadistes se sont multipliées ces derniers mois à travers le territoire national. Depuis la signature de cet accord, les violences ont non seulement persisté mais se sont propagées du nord vers le centre et le sud du pays, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des tensions ou des conflits intercommunautaires.

Rappelons que le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda, en grande partie chassés ou dispersés par une intervention militaire lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit actuellement.

Nestor N'Gampoula

BANQUE MONDIALE

Hafez Ghanem nommé vice-président pour la région Afrique

Expert du développement ayant à son actif plus de trente années d'expérience, le Franco-Egyptien a pris ses nouvelles fonctions le 1er juillet. Il sera responsable d'un portefeuille régional de plus de six cents projets, pour un engagement total supérieur à soixante et onze milliards de dollars.

Hafez Ghanem succède à Makhtar Diop, qui devient vice-président de la Banque mondiale pour les infrastructures. D'après un communiqué publié le 9 juillet, la Banque mondiale poursuivra, sous la houlette de Ghanem, son ambitieux programme pour le continent africain, où elle s'attache à « promouvoir une croissance inclusive et réduire la pauvreté en finançant des projets visant à valoriser le capital humain, encourager le développement du secteur privé, accroître la productivité agricole, améliorer l'accès aux infrastructures, renforcer la résilience au changement climatique et promouvoir l'intégration régionale ».

Dans ce sens, une importance particulière sera accordée aux programmes et projets offrant des opportunités d'emploi aux jeunes et promouvant l'égalité entre les sexes. La Banque mondiale intensifiera également son action en faveur des pays fragiles ou en conflit.

« Alors que les pays d'Afrique subsaharienne cherchent à accélérer la croissance, mettre fin à l'extrême pauvreté et à mieux s'intégrer à l'économie mondiale, le Groupe de la Banque mondiale reste résolument à leurs côtés pour déployer des stratégies de développement et de financement innovantes », précise le communiqué.

Ayant travaillé dans plus de trente pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Afrique du nord et d'Asie du sud-est, la Banque mondiale estime le nouveau vice-président pour la région Afrique, Hafez Ghanem, apporte à sa nouvelle fonction une vaste expérience.

Avant d'être nommé à ce poste, Hafez Ghanem était vice-président de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord. Il dirigeait à ce titre le programme de l'institution dans la région, soit un portefeuille de projets, d'assistance technique et de financements représentant plus de treize milliards de dollars.

Yvette Reine Nzaba

DIPLOMATIE

L'Ethiopie et l'Erythrée renouent leurs relations

Les deux pays ont décidé, le 8 juillet, au cours d'un déplacement historique du Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed à Asmara, de taire leurs différends et de rétablir leurs liens de coopération.

Le secrétaire général du gouvernement éthiopien a annoncé, après l'entretien d'Abiy Ahmed et d'Isaias Afwerki, que les lignes téléphoniques internationales entre l'Ethiopie et l'Erythrée, coupées depuis vingt ans, allaient être rétablies.

Dans les faits, cette réconciliation prendra en compte la réouverture des frontières associée à la circulation des personnes dans les territoires des deux pays, la réouverture des ambassades, la reprise du trafic aérien et naval ou encore l'installation d'une ligne téléphonique directe entre les dirigeants.

« Nous nous sommes mis d'accord pour la reprise du trafic aérien et naval, pour la circulation des personnes entre nos deux pays et la réouverture des ambassades », a déclaré le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, à l'issue des discussions dans la capitale érythréenne avec le président Issaias Afwerki. L'Ethiopie et l'Erythrée avaient

rompu leurs relations diplomatiques au début du conflit frontalier qui les a opposées entre 1998 et 2000, fait quelque quatre-vingts mille morts. Les relations étaient restées particulièrement tendues depuis, en raison du refus de l'Ethiopie de céder à l'Erythrée un territoire frontalier disputé, malgré le jugement d'une commission indépendante internationale soutenue par l'ONU datant de 2002.

Ancienne province éthiopienne sur la mer Rouge, l'Erythrée a déclaré son indépendance en 1993 après avoir chassé les troupes éthiopiennes de son territoire en 1991 au terme de trois décennies de guerre.

L'arrivée au pouvoir à Addis-Abeba, en avril dernier, de Abiy Ahmed, 42 ans, a ouvert la voie au dégel des relations. Le nouveau dirigeant a amorcé un train de réformes sans précédent depuis plus de vingt-cinq ans dans le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. Au nombre de ces bouleversements figurait l'annonce début juin de son intention d'appliquer l'accord de paix d'Alger signé en 2000 avec l'Erythrée et les conclusions de la commission internationale sur la démarcation de la frontière.

Des spécialistes de la région ont salué un pas important franchi sur le chemin de la paix, mais un pas encore « symbolique ». « Ce ne sont pour l'instant que des outils politiques », a expliqué le journaliste Léonard Vincent, spécialiste de la région. Les deux pays doivent maintenant s'attaquer à la cause profonde de leur conflit. « La grande étape qu'il va falloir franchir maintenant, ça va être la gestion des territoires disputés, qui est au cœur de la guerre entre les deux pays », a-t-il estimé.

Le Premier ministre éthiopien doit restituer des territoires contestés à l'Erythrée, en particulier la ville de Badme, au grand dam d'une partie de la population qui parle de « trahison ». Il y a aussi la question de la démilitarisation de la zone frontalière, la reprise des relations économiques ou encore l'accès de l'Ethiopie aux ports érythréens. « Il y a un certain nombre de problèmes techniques très lourds qu'il va falloir gérer. Et là on pourra commencer à parler d'un vrai rapprochement et d'un début de résolution définitive du conflit entre les deux pays », a souligné Léonard Vincent.

Yvette Reine Nzaba



Coopération Union européenne - République du Congo
Un partenariat • Des actions • Des résultats

Congo Brazzaville : Inauguration du nouveau siège de la Délégation de l'Union européenne

C'est devant plus de 150 invités que Saskia De Lang, Chef de la Délégation de l'Union européenne, a ouvert cette cérémonie en présence d'une vingtaine de membres du Gouvernement congolais dont le Premier Ministre Clément Mouamba, de représentants des États Membres de l'Union européenne et des missions diplomatiques, des acteurs de la société civile et du secteur privé.

Dans son allocution d'ouverture, Saskia De Lang a fait part de la joie des collaborateurs de la Délégation, autrefois répartis dans 2 bâtiments, de travailler dans de meilleures conditions. Elle a évoqué le caractère exceptionnel de l'édifice, *"Résolument contemporain, à l'esthétique unique à Brazzaville et conçu par un bureau d'architecture italien pour répondre au mieux aux exigences de la Délégation"*.

Mais au-delà de la prouesse architecturale, ce nouveau bâtiment est d'abord et avant tout **"le trait d'union entre l'UE et le Congo et un pari sur l'avenir de leurs relations, relations qui doivent se fonder sur la transparence, la confiance, la réciprocité et le respect mutuel"**.

C'est ce qu'ont tenu à souligner tour à tour Saskia De Lang puis Koen Vervaecke, Directeur Général au SEAE* pour l'Afrique, qui a effectué le déplacement depuis Bruxelles.



Koen Vervaecke



Ange Aimé Bininga

Les interventions du Maire de Brazzaville, Christian Roger Okemba et du Ministre de la Justice et des Droits humains, Ange Aimé Bininga, s'exprimant au nom du Gouvernement, sont allées dans le même sens.

Tout en démontrant à travers des exemples concrets l'importance du rôle de l'Union européenne au Congo, qualifiée de **"partenaire majeur de développement"**, les autorités congolaises ont souligné la phase charnière qui caractérise actuellement les relations UE-Afrique, appelées à être redéfinies à l'orée du lancement de nouvelles négociations post-Cotonou.



Le Premier Ministre, Monsieur Clément Mouamba, et l'Ambassadeur de l'Union européenne, Madame Saskia De Lang, lors de la coupure du ruban symbolique

Avant la coupure du ruban symbolique par le Premier Ministre, le chef coutumier du quartier 36 de Poto-Poto a procédé à la bénédiction traditionnelle au vin de palme et à la noix de cola du bâtiment.

La cérémonie s'est terminée par une visite des locaux sous la forme d'une déambulation événementielle, retraçant symboliquement 55 ans de coopération UE-Congo à travers ses différents secteurs d'intervention.

Une coopération qui, avec ce nouveau bâtiment, s'inscrit plus que jamais dans la durée. **L'Union européenne est donc au Congo depuis longtemps et pour longtemps.**



Mise en scène des photos du Collectif Elili dans l'espace consacré aux Droits de l'homme et aux personnes vulnérables, un des secteurs clés de l'intervention de l'UE au Congo

À PROPOS DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

Basée à Brazzaville depuis sa création en 1963, la Délégation représente l'Union européenne en République du Congo. Elle appartient au réseau du ***Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE)** de l'Union européenne qui compte plus de 140 Délégations dans le monde. Outre sa mission politique, elle met en oeuvre avec les autorités congolaises, les organisations de la société civile et d'autres partenaires, un important portefeuille de projets permettant de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des congolais.

Contact : Azaad Manté, Chargée de communication - Azaad.MANTE@eeas.europa.eu - (+242) 05 500 24 00
 Site internet : eeas.europa.eu/delegations/congo - Facebook : facebook.com/ducongobrazza



PÉTROLE ET GAZ

Maixent Raoul Ominga visite les installations de la SNPC et des sociétés sous tutelle

Le directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), Maixent Raoul Ominga a effectué une visite de travail du 2 au 4 juillet dans le département de Pointe-Noire et du Kouilou au cours de laquelle il a visité les installations pétrolières de la SNPC et des sociétés sous tutelle.

Faire de la SNPC une vraie société de production du pétrole est l'une des objectifs que s'est assigné Maixent Raoul Ominga. La société nationale des pétroles du Congo veut demeurer dans cette activité de production et de commercialisation du pétrole.

C'est ainsi qu'à l'orée du conseil d'administration inaugural de son mandat, prévu dans quelques jours, le nouveau directeur général

produisant entre 25 et 30 barils par jour. Dans toutes les étapes de la visite, Maixent Raoul Ominga a suivi des explications détaillées par les responsables des dites sociétés sur leur fonctionnement, leur situation et leur rôle dans la disponibilité des produits pétroliers.

Les équipements de la Congolaise de raffinage (CORAF) et celles de la SNPC distribution, ont également fait l'objet d'attention par le direc-

Cette unité d'enfutage va résoudre les problèmes d'approvisionnement en gaz butane dont les congolais sont confrontés. « La SNPC a pour mission de combler le besoin en produit pétrolier qui est consommé par les populations, et parmi ces besoins il y a notamment le gaz butane, voilà pourquoi, en tant que SNPC production, nous avons eu l'obligation de mettre en place ce centre d'enfutage du GPL afin de rééquilibrer l'offre et la demande sur le marché congolais pour justement stopper tout ce qui est pénurie de produit pétrolier », a déclaré Teddy Christel Sassou

avec le FMI, et toutes les mesures qui sont prises par le gouvernement, consistent à faire que ce programme se passe dans des meilleures conditions et que la société nationale puisse être redressée. Nous avons regardé les installations de MKB, ça nous a donné une idée du programme d'investissement qui sera adopté et exécuté, nous avons aussi visité les installations de Wing Wah où leurs responsables nous ont promis d'améliorer leur performance sur les forages et de faire de telle sorte que l'Etat puisse bénéficier des revenus supplémentaires », a dit Maixent Raoul Ominga.



de la SNPC a décidé de visiter les installations pétrolières (installations de surface, plateforme de forage et l'usine d'enfutage de butane en pleine construction) relevant de sa tutelle afin d'avoir une idée nette sur leur fonctionnement et leur situation.

Les installations de Kundji, situées dans le département du Kouilou aux frontières Congo-Cabinda ont donc été son premier point d'orgue. Conçue et développée par les congolais, Kundji est une installation pétrolière SNPC, avec 9 puits actuellement, six sur la plateforme 200 et trois autres sur la plateforme 100, ce gisement continue à nourrir beaucoup d'espoir.

Le directeur général de la SNPC s'est ensuite rendu sur les installations de Wing Wah, une plateforme chinoise située en On Shore dans le village de Banga Kayo puis sur le site de Tilapia dont la SNPC est partenaire à 44%. Pour l'instant, ce site ne compte qu'un seul puits (TLP)

teur général de la SNPC, qui a visité le nouveau siège social de la CORAF en construction dont les travaux sont en cours de finition, un immeuble en R+2, avec une superficie de 1000m² pour chaque bâtiment.

Ce nouveau joyau qui aujourd'hui, fait la fierté de cette société est doté de 70 bureaux, une salle polyvalente d'une capacité d'accueil de 290 personnes, une salle équipée d'un matériel moderne, réservée à la cantine. Elle est d'une superficie de 764 m² et le tout pour un coût d'investissement de 3,5 milliards de FCFA.

Maixent Raoul Ominga a bouclé cette série de visite au Port autonome de Pointe-Noire où il a visité l'unité d'enfutage du gaz de butane dont les travaux de construction sont déjà réalisés à plus de 90%. Ce centre d'enfutage est doté d'un matériel technologiquement moderne pouvant remplir jusqu'à 4000 bouteilles par jours.



N'Guesso, directeur général de SNPC distribution.

Au terme de cette activité, le nouveau patron de la SNPC a eu une réunion de travail, d'abord avec la direction de la CORAF puis avec son personnel délégué avant de rencontrer tour à tour le personnel de la société de forages pétroliers (SFP) et de la société nationale de recherches et de production (SONAREP), filiales de la SNPC. En effet, ces échanges lui ont permis d'avoir une meilleure appréciation du programme d'investissement qui sera adopté et exécuté d'ici là. « Il était important pour nous à l'orée de notre conseil d'administration et inaugural prévu le 20 juillet, de regarder tout ce qui se fait sur le terrain, afin d'avoir une idée du programme d'investissement qui sera adopté et exécuté, ce conseil arrive à un moment où le Congo est en train de négocier

Dans son intervention, le DG de la SNPC a aussi évoqué les efforts déployés par l'Etat dans le cadre d'une approche globale pour le renforcement des capacités de production et sur ses exigences, notamment celle de réduire le nombre des queues dans les stations-services, de rendre fluides les approvisionnements mais surtout de faire de telle sorte que les Congolais puissent avoir le produit à un prix raisonnable.

Notons que dans le cadre de sa politique sociale, la société nationale des pétroles du Congo à travers sa fondation, a construit un centre de santé intégré dans le village de Tchiminzi. Et aujourd'hui, elle s'est fait la promesse d'assister les habitants de Tchitanzi et de toutes les populations riveraines en améliorant leur condition de vie.

NÉCROLOGIE

Jocelyn Francis Wabout, famille Karanda et les enfants Lebaly informent leurs amis et connaissances du décès, le 06 juillet 2018 à Pointe-Noire, de monsieur Emile Roland Lébaly, contrôleur d'Etat à la retraite et ancien sous-préfet du district de Ngabé (Pool). Arrivée de la dépouille mortelle à Brazzaville le jeudi 12 juillet avant le départ pour Djambala, lieu de l'inhumation.



Guy-Gervais Kitina, journaliste rédacteur en chef aux Dépêches de Brazzaville, Bienvenu Nganga (Ya Bobo), les enfants Jean Roger Kitina Kandza, Rufine Kandza, Anasthasie Bantsima, Eva Rachele Biayenda, informent la famille Mpandzou, amis et connaissances du décès de leur père et oncle,



Joseph Kitina Kandza, survenu le lundi 9 juillet à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis 17, rue Moussana, Talangai (Texaco-Tsiémé), sur l'avenue de l'Intendance, au marché Bamako. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
*Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.*



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations** :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



EXAMENS D'ÉTAT 2018

Kinshasa réalise un taux de réussite de 69%

La publication des résultats s'effectue à travers les opérateurs de télécoms ainsi que par le biais de l'Agence congolaise de presse qui s'occupe du support papier.

L'effervescence était totale, le 6 juillet à Kinshasa, avec le début de la publication des examens d'État 2018. Il en résulte une légère baisse par rapport au taux de réussite qui est passé de 71% en 2017 à 69% cette année. C'est ce qu'a indiqué la veille le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Gaston Musemena, sans toutefois révéler l'identité des lauréats. Sans déroger à la règle, le ministre a fait savoir que la publication des résultats se fera comme à l'accoutumée, c'est-à-dire en impliquant les opérateurs du secteur de la télécommunication. Gaston Musemena a évité



Des élèves finalistes

d'accorder une quelconque exclusivité à un seul opérateur comme cela avait été le cas par le passé. Il s'est attelé à disponibiliser les données à

toutes les sociétés de téléphonie mobile partenaires (Airtel, Orange, Vodacom et Africel). Toutes sont habilitées à publier les résultats au même mo-

ment, à la satisfaction de leurs abonnés. Une seule particularité cependant, c'est l'implication de l'Agence congolaise de presse qui s'occupera de

la version papier. Toutes les sections sont concernées par cette première série des résultats. Après Kinshasa, ce sera le tour d'autres provinces d'être servies également par cette opération qui s'étendra jusqu'en mi-juillet.

En attendant, la fête est totale chez les lauréats. Ces derniers laissent libre cours à leurs fantasmes pour célébrer leurs premiers diplômes, y compris en investissant les rues et les avenues de la capitale au point de mettre à mal le trafic. Visages saupoudrés, tenues en lambeaux, vuvuzela à portée de main, ces jeunes lauréats ont, le temps d'un éclair, mis Kinshasa sens dessus-dessous en se livrant à tous les excès. Ceux qui n'ont pas satisfait aux épreuves n'avaient que leurs yeux pour pleurer au grand désenchantement de leurs géniteurs et de leurs proches.

Alain Diasso

FRANCOPHONIE

Une chaire « Mondes francophones » créée au Collège de France

L'institution parisienne vouée à la recherche et son enseignement a annoncé la création de la nouvelle discipline en son sein pour servir de tribune aux intellectuels parlant français de par le monde, avec comme titulaire l'écrivaine haïtienne Yanick Lahens.

« Ce n'est pas une chaire sur la Francophonie mais une chaire où des gens qui pensent et écrivent en français trouvent l'hospitalité chez nous », a déclaré Alain Prochiantz, administrateur du Collège de France, en annonçant la création de cette nouvelle discipline d'enseignement. Le Collège de France, né en 1530, veut « donner une tribune et un nouvel espace d'enseignement et de recherche aux intellectuels et scientifiques majeurs des pays francophones », a-t-il expliqué.

L'institut public, voué à la recherche et son enseignement dans tous les domaines des sciences et des arts, entend également dépasser les débats sur la francophonie. « Il peut y avoir des contradictions sur l'idée dont on (la) conçoit », a admis Alain Prochiantz, alors que des voix se sont récemment élevées pour exiger une francophonie plus africaine. Le président français, Emmanuel Macron, avait à ce titre lancé, le 20 mars, une francophonie qu'il a voulue « décentrée » de la France et faisant la part belle à l'Afrique, berceau de l'actuelle expansion de la langue française.

Le président avait appelé à la

création de chaires francophones dans les instituts d'enseignement. « Nous répondons à cette incitation », a reconnu l'écrivain français Antoine Compagnon, professeur du Collège qui a porté la création de la chaire. D'autres chaires pourraient se créer sous peu, notamment à l'Académie royale de Belgique et à l'Université d'Aix-Marseille (France), a souligné Jean-Paul de Gaudemar, recteur de l'Agence universitaire francophone, partenaire du Collège dans la création de la chaire. L'écrivaine haïtienne Yanick Lahens, prix Femina en 2014 pour « Bain de lune », a été élue titulaire et prononcera, le 21 mars 2019 en pleine Semaine de la francophonie sa « leçon inaugurale » qui, traditionnellement, ouvre un cours au Collège.

Yanick Lahens a « une expérience solide de l'enseignement, notamment à l'Université d'Etat de Haïti, et peut parler au public très abondant qu'elle aura ici », a souligné Antoine Compagnon. Les cours du Collège, très suivis sur place, sont également disponibles sur le site de l'institution, pionnier de l'enseignement à distance avec quatre millions de téléchargements par an. Yanick Lahens donnera un cours sur la littérature haïtienne. « Je voudrais montrer sa pluralité... Je trouve anormal qu'un jeune Haïtien en sache davantage sur l'Histoire de la France qu'un Français n'en sait sur Haïti », a souligné la romancière dans une courte vidéo.

AFP

EDIFICATION DE LA DÉMOCRATIE

L'IRDH insiste sur l'apolitisme des ONG

L'association s'inquiète de l'engagement politique des animateurs des organisations de la société civile et déplore, en outre, la tricherie et les multiples violations des textes légaux par des individus qui visent la conquête du pouvoir, en prétendant demeurer apolitiques.

Plus de cinquante membres d'organisations de la société civile (OSC) ainsi que des journalistes de la Commission médias de la société civile ont pris part en début de ce mois, à Lubumbashi, à la présentation du livre portant sur le rôle des OSC dans l'édification de la démocratie en RDC. Le directeur général de l'Institut de recherche en droits humains (IRDH), Me Hubert Tshiswaka Masoka, a saisi cette occasion pour rappeler que la société civile demeure apolitique. Il a, par ailleurs, dénoncé l'instrumentalisation du label « société civile » aux fins politiques. « Toutes les personnes qui signent des chartes créant des mouvements ou plates-formes politiques ayant pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir violent la loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique », a relevé le directeur général de l'IRDH.

Me Hubert Tshiswaka Masoka a épinglé la nomination, le 26 juin, de l'activiste Julie Feza du mouvement la Lucha au sein de l'équipe gouvernementale de Julien Paluku, gouverneur du Nord-Kivu. L'autre cas est la signature, le 1^{er} juillet, de la Charte constitutive du Front commun pour le Congo (FCC) dont le président Joseph Kabila est l'autorité morale, par Maguy Kyala, au nom de la société civile. Il en est de même de la nomination, le 3 juillet, des acteurs de la société civile tels Me Timothée Mbuya

Muselwa, Dominique Munongo Inamizi et Oscar Rachidi Akida parmi les conseillers politiques du président de la plate-forme Ensemble pour le changement, Moïse Katumbi Chapwe.

Atteinte à la loi sur les ASBL et ONG

L'IRDH qui a relevé ces faits dans son bulletin électronique du 7 juillet a indiqué que seul l'acte de Maguy Kyala portait atteinte au deuxième alinéa du premier article de la loi portant organisation et fonctionnement des associations sans but lucratif (ASBL), organisations non gouvernementales (ONG), établissements privés d'utilité publique (EUP) qui dispose que les ASBL sont apolitiques. Pour cet institut, l'engagement à titre personnel ne violait pas la loi. Le cas de l'entrée au gouvernement du Nord-Kivu de l'activiste de la Lucha et de la nomination des membres de la société civile sur la liste de la plate-forme Ensemble pour le changement.

D'autres exemples d'engagements personnels ont été cités, dont ceux du bâtonnier Jean Mbuyu Luyongola, ancien directeur exécutif du Centre des droits de l'homme (CDH), actuellement conseiller spécial du chef de l'Etat, du Pr Henry Mova Saka nyi, ancien vice-président de l'Asadho/Katanga, actuellement ministre de l'Intérieur. L'IRDH a également relevé le cas de Pierre Lumbi Okongo, cofondateur de l'ONG Solidarité paysanne du Sud-Kivu, ancien ministre de Tshisekedi et conseiller spécial du président Kabila.

Liberté de participer à la gestion de la res publica

L'IRDH a fait savoir que toute personne jouissait de sa liberté de participer à la gestion de la chose publique telle que le garantit l'article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que l'article 6 de la Constitution

de la République qui reconnaît à tout Congolais, jouissant de ses droits civils et politiques, le droit de s'affilier à un parti ou plate-forme politique de son choix. Cependant, a fait remarquer cette association, il est à déplorer de la tricherie et des multiples violations des textes légaux par des individus qui visent la conquête du pouvoir, en prétendant demeurer animateur de la société civile. « Le sens de moralité et de probité veulent que l'on quitte la société civile, lorsqu'on ressent une ambition politique », a conseillé Me Hubert Tshiswaka.

Tout en rappelant que la société civile était l'ensemble d'ASBL, ONG, EUP et groupes constitués qui n'appartenaient ni à la sphère gouvernementale ni à la sphère commerciale, l'IRDH indiqua que cette dernière constitue le lieu où s'exprime toute la vitalité de la vie sociale, fondée sur la libre volonté de tous, hors de tout rapport d'autorité. « Un monde de la solidarité où se manifestent et se concrétisent des intérêts et idéaux collectifs, plus représentatifs que ceux des gouvernants », a insisté cette association, estimant que les membres fondateurs du FCC devraient savoir qu'il est contraire à la loi l'admission au nom de la société civile, d'une signature à la Charte d'une organisation ayant pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir politique. « Toute personne qui a de l'intérêt peut l'attaquer en justice. Afin de ne pas continuer sur une base illégale car nulle institution ne peut exister en violation de la loi, le FCC se trouve dans l'obligation de biffer la mention société civile qui est à côté de la signature de Mme Maguy Kyala », a conseillé l'IRDH, notant que cette dernière gardait la prérogative d'agir en son nom personnel, à l'instar de tout Congolais respectueux des lois de la République.

Lucien Dianzenza

ENJEUX POLITIQUES

Le voyage d'Antonio Guterres en RDC reporté au mois d'août

À en croire des sources diplomatiques, la visite du patron des Nations unies à Kinshasa devrait être couplée avec celle du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, et devrait intervenir à la deuxième semaine du mois en cours.

Annoncée avec pompe, la visite que devrait effectuer en République démocratique du Congo (RDC) le secrétaire général de l'ONU, en ce mois de juillet, a dû être reportée. Antonio Guterres et le président de la Commission de l'Union africaine, attendus tous les deux en RDC en ce même mois, ne fouleront pas le sol congolais comme convenu. Et



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres

pourtant, il y a quelques jours, les médias étrangers et nationaux ont martelé sur l'imminence de la visite du secrétaire général de l'ONU dont

l'intérêt porté sur la situation politique et sécuritaire de la RDC est manifeste. Leila Zerrougui, cheffe de la Monusco, avait confirmé, au cours de

son premier face-à-face avec la presse, qu'un travail était réalisé afin de planifier l'arrivée à Kinshasa d'Antonio Guterres. Et puis, plus rien.

Aux dernières nouvelles, il apparaît que le voyage n'aura plus lieu et qu'il a été renvoyé en août. D'après certaines indiscretions recueillies en haut lieu, il ressort que le chef de l'État, Joseph Kabila, dont le calendrier ne coïncide pas avec celui de ses deux hôtes, n'était pas disposé à les recevoir dans les circonstances de temps initiales. C'est ainsi qu'il a été convenu de repousser l'échéance au mois d'août, explique-t-on.

Ceci n'est qu'une partie remise. Antonio Guterres en-

tend, par cette visite, palper du doigt certaines réalités de terrain afin de se faire une conviction sur ce qui se passe réellement en RDC. Très préoccupé par le déroulement du processus politique, il avait, le 7 mai dernier, appelé les autorités congolaises à lever l'interdiction des manifestations publiques dans la perspective d'élections « crédibles et inclusives », en décembre. Et au début du mois de juin, il avait reçu un message qualifié de spécial transmis par Joseph Kabila via Léonard She Okitundu, vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'intégration régionale.

Alain Diasso

COOPÉRATION

La francophonie économique de plus en plus « illusoire »

La dernière investigation réalisée par le Centre d'études et de réflexion sur le monde francophone (CEMRF) révèle que l'aide française au développement tant bilatérale que multilatérale ne profite pas réellement au monde francophone.

En plus d'avoir chuté au fil des années, les quelques chiffres du CEMRF indiquent que moins d'un euro sur six versés par la France a été affecté effectivement aux pays francophones en 2016. Intitulée « Le monde francophone demeure le parent pauvre de l'aide française au développement », l'étude du CEMRF publiée à la fin du mois de juin montre que les pays francophones bénéficient le moins de cette aide française. Un véritable paradoxe si l'on se réfère aux ambitions françaises en Afrique et dans les pays en développement.

Le premier pays africain francophone bénéficiaire de l'aide française est le Maroc. Ce pays riche du Maghreb vient seulement à la onzième place dans le classement global de l'assistance française. Pire, le Maroc et le Cameroun sont les deux pays africains à figurer parmi les vingt premiers bénéficiaires de l'aide française. Malheu-

reusement, les perspectives restent également très décourageantes. « Passée de 17,5 % en 2014 à 18,1 % en 2015, la part du monde francophone de l'aide totale allouée par la France à des pays tiers a chuté à 15,4 % en 2016 », relève le document.

Pour ces auteurs, la France devrait mieux s'inspirer de la politique du Royaume-Uni qui privilégie en toute circonstance son espace géolinguistique. Un choix du reste stratégique car il contribue davantage à doper l'influence britannique dans la région. En tout cas, cette aide infime fragilise toutes les déclarations officielles en faveur de la francophonie, déplore le rapport. D'ailleurs, la détermination de consolider une francophonie économique semble plutôt compromise au stade actuel. Selon les auteurs, il est clair que cette démarche visant à bâtir une communauté économique ne sera jamais prise au sérieux.

Pour rappel, le CEMRF produit des analyses sur le monde francophone, sans oublier ses propositions sur le renforcement des liens entre les pays et les peuples francophones.

Laurent Essolomwa

MACHINE À VOTER

Une équipe de la Céni en Corée du Sud

La délégation de la Centrale électorale est allée s'assurer du contrôle de qualité et quantité de l'outil informatique qui sera utilisé lors des prochaines élections.

Au moment où la Commission électorale nationale indépendante (Céni) est en passe de terminer son opération d'enregistrement des candidatures à la députation provinciale, une équipe de ses agents séjourne depuis quelques jours à Séoul, en Corée du Sud, indique un communiqué de l'institution. Dépêchée par la hiérarchie de cette institution d'appui à la démocratie, cette délégation composée essentiellement des techniciens, informaticiens et cadres a reçu mission d'assurer le contrôle

de qualité et quantité des machines à voter qui seront utilisées lors des prochains scrutins de décembre.

À la veille de ces scrutins, la Céni entend lever toutes les équivoques qui entourent l'utilisation de la machine à voter, objet jusqu'à ce jour d'une vive controverse dans la classe politique. La démarche vaut la peine car il s'agit de rassurer l'opinion nationale et internationale quant à la fiabilité de ces engins boudés par une certaine opinion qui y voit une astuce pour truquer les résultats. Ils sont quarante membres de la Céni à avoir effectué, depuis le 7 juillet, le déplacement de Séoul avec la conviction que le processus est irréversible.

A.D.

TÉLÉCOMS

Tous les opérateurs détenteurs des VSAT sommés de s'identifier d'ici au 14 juillet

L'urgence s'impose pour un contrôle de régularité des droits d'exploitation de chaque société, se convainc le ministre des Télécoms, plus que jamais déterminé à éradiquer la fraude massive qui gangrène le secteur au détriment du Trésor public.

Le ministre des Postes, téléphones, nouvelles technologies de l'information et de la communication, Emery Okundji, est décidé à remettre de l'ordre dans son secteur. Le temps est venu, dit-on dans son cabinet, de remettre l'État

ment être revisitées par rapport à la nouvelle donne afin que l'Etat trouve son compte. Le vide apparent constaté dans ce domaine devra être comblé, s'est résolu le ministre qui tient à voir les opérateurs du secteur fournir leurs ser-



Le ministre des PT-NTIC Emery Okundji

dans ses droits. Le constat fait sur le terrain, en effet, montre que les opérateurs des télécommunications engrangent d'énormes bénéfices via un système bien ouillé de fraude, au détriment du Trésor public. L'urgence s'impose donc pour un contrôle de régularité de leurs droits d'exploitation mais également une mise à niveau ou une révision éventuelle de leurs droits pour être au diapason des technologies actuelles. Il a été également constaté que les textes en vigueur sont en déphasage avec les mutations et les évolutions actuelles liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, sans cesse en progression. Il s'est avéré que bon nombre d'opérateurs fournissent des services des télécommunications sans titre d'exploitation dûment établi. Les licences et autres autorisations délivrées auparavant, avec des cahiers de charges limités et bien spécifiques, devraient impérative-

vices, conformément aux termes de référence tels qu'établis. Eu égard à toutes ces préoccupations, le ministre de tutelle a sommé, dans un communiqué publié le 6 juillet, tous les opérateurs de télécommunications à s'identifier librement, auprès de la commission mixte instituée dans son cabinet de travail avant le 14 juillet, afin de justifier la régularité et la légalité des droits d'exploitation de leurs activités. Il s'agit des opérateurs détenteurs des antennes VSAT et des fournisseurs des services d'accès de l'Internet et de télédistribution qui ont intérêt à se mettre en ordre pour éviter toute sanction. Les récalcitrants, à en croire le ministre, « seront frappés de plein fouet à partir du 14 juillet prochain et verront leurs établissements ainsi que leurs services suspendus, conformément à la loi cadre du 16 octobre 2002 ».

A.D.

EDUCATION NON-FORMELLE

Un « foyer » installé à Lemba

Le centre de formation, fruit du partenariat entre la Jeunesse en chaîne pour le développement (JCD), le Fnuap et l'Unesco, va permettre aux adolescents d'apprendre un métier pour se prendre en charge et participer au développement de la société.

C'est depuis le 6 juillet que le Centre révérende sœur Marie-Bernard est devenu une réalité effective. Installé dans l'enceinte de l'Ecole de sœurs de la congrégation de l'immaculée conception, collègue sœur Anna-Fiorelli, dans la commune de Lemba, arrondissement Kiyimbi, il a été inauguré à l'issue d'une manifestation organisée dans les installations de ce collège. La cérémonie a connu la participation des membres de la JCD) et ceux de la Fondation Mwimba-Texas (FMT), les représentants résidents du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), Sennen Hounton, et de l'Unesco, Abdourama Dialo, ainsi que d'autres invités.

Penser développement

Ce centre, projet du Fnuap dans le cadre de l'initiative Kitumaini (espoir en Français) lancée sur toute l'étendue de la RDC, le 1er juin dernier, prévoit des formations en cuisine améliorée, coupe et couture, esthétique, informatique, langues (anglais, espagnol et français) ainsi que l'alphabétisation. Sa mission est d'aider les adolescentes à sortir d'une vie marquée par le dénuement total, les exposant à tous les maux imaginables. Le centre ambitionne, en effet, de leur apprendre les métiers afin de leur permettre de se procurer certaines exigences de la vie et de contribuer au développement de la société. « Ce centre va s'adresser principalement aux jeunes adolescentes afin qu'ils puissent bénéficier de l'encadrement adéquat, apprendre un métier qui leur donnera la possibilité d'accéder à une vie plus digne pour qu'ils soient en mesure d'apporter tant soit peu, leur contribution au développement de la société », a indiqué sœur Wivine, de la Congrégation des filles de la charité de Saint-Vincent-de-Paul.

Au cours de la messe qui a précédé la cérémonie officielle d'inauguration de cette structure, l'officiant a relevé que les participants à cette

messe étaient réunis au sein de cette école des sœurs de la congrégation de l'immaculée conception pour penser développement de la société. Mais, à en croire le prêtre, l'atteinte des objectifs de développement fixés exige de passer par la jeunesse. Aussi a-t-il prévenu, pour participer à cette œuvre de développement, il faut être



La délégation de la Fondation Mwimba-Texas à la cérémonie/Adiac

un jeune choisi par Dieu. « Nous sommes venus soutenir cette initiative de relèvement de l'enfant », a-t-il dit, appelant la jeunesse présente à cette messe à croire en Dieu afin qu'il lui donne la mission de construire le pays. Exhortant les parents à exploiter la sagesse qu'il y a dans la jeunesse, l'officiant a recommandé aux jeunes d'écouter l'appel de Dieu en lisant sa parole.

Et, dans leur message, les adolescents ont lancé un appel au soutien à leur volonté et leur souhait d'émerger. Dans cette optique, ils attendent des parents, des autorités et autres âmes sensibles un soutien financier et matériel à ce centre pour son bon fonctionnement.

La concrétisation de la volonté de la JCD

Expliquant cette œuvre, la provinciale de la Congrégation des filles de la charité de Saint-Vincent-de-Paul a fait savoir que ce centre entre dans le cadre des activités menées par cette congrégation dans le domaine du social dont les hôpitaux, les écoles,

les centres pour les personnes vivant avec handicap, la promotion des femmes et des enfants en situation difficile communément appelés enfants de la rue, les homes des vieillards et pour les victimes du VIH/sida, etc. « Ce centre est une réponse aux appels de la société qui ne cesse de manifester le désir d'être soutenue et encadrée

le VIH, des infections sexuellement transmissibles et des grossesses précoces.

Affirmant que son organisme a pris l'engagement de ne pas abandonner la jeunesse congolaise, Sennen Hounton a appelé ces jeunes à ne pas trahir la confiance placés en eux. Il leur a demandé de mettre en pratique les formations qui leur seront don-

ce centre attend des apports des âmes sensibles. C'est le sens de l'appel lancé par les bénéficiaires, les responsables de la JCD ainsi que les représentants-résidents du Fnuap et de l'Unesco. Ce soutien devra permettre à cette œuvre naissante de s'équiper et de fonctionner car à la fin de la formation, le projet prévoit de doter chaque finaliste d'un kit lui permettant de se lancer dans la vie grâce au métier appris. C'est donc pour fonctionner et assurer cette réinsertion sociale que le centre attend un soutien de la part des parents, des autorités civiles et politiques, des assistants et travailleurs sociaux, des ONG nationales et internationales ainsi que de toutes les personnes de bonne volonté. Les bons de soutien ont été distribués lors de cette cérémonie alors que d'autres sont disponibles au siège de la JCD, situé sur l'avenue By-Pass, arrondissement Sous-région, à Lemba.

La JCD, rappelle-t-on, est le fruit de la Congrégation des filles de la charité de Saint-Vincent-de-Paul et Sainte Louise de Marillac (une organisation internationale des sœurs fondée en 1633 à Paris, en France). Elle est une association des jeunes filles et garçons ayant la passion de contribuer par leurs talents et aptitudes au développement de tous. « Inspirée par les valeurs évangéliques et la Déclaration universelle des droits humains, la mission de la JCD est de promouvoir et de protéger la qualité de vie, les droits et la dignité des jeunes filles et garçons, en empruntant la voie du développement de tout être humain dans la société. L'objectif principal de la JCD est l'éducation de conscience et de mentalité de la société en vue du développement et le bien-être de tous », a expliqué sœur Wivine.

L'initiative Kitumaini va dans le sens de « ne laisser personne derrière ». Elle est un programme développé par le Fnuap pour permettre à des milliers d'adolescents congolais d'accéder à une éducation sexuelle complète, de développer des compétences de vie courante et d'accéder à des services de santé sexuelle et reproductive de qualité et adaptés à leurs besoins.

Lucien Dianzenza

par les sœurs qui essayent de mettre en œuvre la recommandation de saint Vincent de Paul, leur fondateur, pour que la misère lui soit étrangère », a souligné sœur Wivine.

Le représentant-résident du FNUAP a souligné la vision de l'initiative Kitumaini qui, selon lui, vise à donner la chance à tout adolescent en RDC d'atteindre son potentiel. « Nous sommes convaincus qu'à travers des actions similaires, vous allez sortir avec des atouts, des capacités, pour être autonomes », a déclaré Sennen Hounton, saluant les efforts de la JCD pour obtenir ce centre. Il a également rappelé qu'à travers l'initiative Kitumaini, ce sont plusieurs écoles qui vont y participer et ce sont de nombreux centres, à l'instar de celui de Lemba, qui seront ouverts pour permettre aux jeunes filles d'apprendre les métiers. Ces structures seront également au bénéfice des adolescentes qui sont dans les écoles pour avoir l'information sur la santé de la reproduction afin d'éviter

nées.

Pour sa part, le représentant-résident de l'Unesco a marqué la solidarité de son institution à l'ensemble de toute la population et des jeunes. Abdourama Dialo a indiqué que l'implication de l'Unesco et du Fnuap à ce projet était la marque de solidarité et de l'accompagnement de l'ensemble des Nations unies pour apporter ce paquet de solutions en vue d'aider les jeunes filles à s'autonomiser. Il a, ensuite, estimé que ce centre était la matérialisation de l'Initiative Kitumaini qui s'inscrivait dans le cadre du programme de développement 2018-2030 pour ne laisser personne derrière.

Un appel à l'action

L'ouverture de ce centre vise à contribuer à la formation professionnelle ainsi qu'à la réinsertion socio-économique des adolescentes qui n'ont pas suivi le cursus formel de l'éducation, du fait d'une grossesse non désirée, d'un mariage précoce et/ou de manque des moyens.

Pour atteindre ses objectifs,

RELIGION

La Communauté musulmane Ahmadiyya au Congo célèbre la 21^e Jalsa salana

La Conférence annuelle pour 2018 à Kinshasa s'est tenue sur le thème « Caractère du prophète Muhammad » et avait comme objectif d'amener les Ahmaddis à plaire à Dieu, en suivant l'exemple du fondateur de leur religion, l'Islam.

La Communauté musulmane Ahmadiyya au Congo (Comaco) a tenu, le 8 juillet, dans la salle Don Bosco, à Masina, la Conférence annuelle 2018 pour la ville province de Kinshasa, la 21^e Jalsa Salana. Pour le représentant légal et missionnaire en chef de la Comaco, l'Amir Jama'at Khalid Mahmood, l'objectif poursuivi dans l'organisation de ces conférences reste l'amélioration de l'état spirituel des musulmans membres de cette communauté ainsi que de toutes les personnes conviées à ces rencontres. Le fondateur de la communauté a demandé d'organiser, a-t-il expliqué, ce genre de conférences au cours desquelles sont abordés des thèmes sur ce que doivent être le caractère et le comportement des membres. « *Nous pensons que dire que je suis un musulman n'est pas suffisant. Il faut que dans son caractère, dans son comportement, l'on puisse montrer l'exemple d'être un bon musulman, en conformité avec le saint Coran et les recommandations du prophète Muhammad* », a dit l'Amir Jama'at.

Des discours visant l'amélioration de la conduite des Ahmaddis

Au cours de cette 21^e Jalsa salana qui a réuni les membres de cette communauté, les musulmans Ahmaddis, ainsi que des invités, tous les discours développés ont



Les Ahmaddis pendant la Conférence/Adiac

été centrés sur le caractère d'un bon musulman. Parmi les sujets développés, il y a eu notamment « Saint prophète : miséricorde pour l'humanité », « L'Islam et la paix », « Exemple du prophète, un bon mari », « Traitement du saint prophète envers ses ennemis », etc.

S'appuyant sur le comportement du saint prophète de l'Islam, Mahomet, toutes ces interventions ont appelé les musulmans Ahmaddis à améliorer leur état spirituel, en cherchant à plaire à Dieu en s'inspirant de l'exemple du fondateur de leur religion. « *Nous devons conformer nos vies à celle du saint prophète, telle qu'elle nous a été décrite* », a conseillé le représentant légal et missionnaire en chef de la Comaco.

Une religion qui prône la paix

Ces interventions ont également insisté sur le fait que l'Islam prône la paix dans le monde. C'est donc en réponse à cette recommandation du Coran que la Communauté musulmane Ahmadiyya, une des communautés musulmanes les plus actives et la mieux implantée dans le monde et dont la devise est « Paix pour tous, haine contre personne », travaille à contribuer pour retrouver la paix dans le monde. « *La Communauté recherche comment asseoir la paix dans le monde, en transmettant le message de paix* », a expliqué un intervenant, en notant que pour arriver à cette paix, le monde entier doit revenir à son créateur. À l'en croire, tout le monde dans son cœur doit bannir la haine au profit de l'amour. Aussi a-t-il averti qu'il n'y

aura jamais de paix si l'homme ne veut pas suivre en vérité la voie pour la paix.

Restaurer la vision, l'honneur et le prestige de l'Islam

Dans cette optique de la paix, il a été rappelé qu'un musulman ne pouvait pas salir l'honneur de sa religion. Le Coran note, à cet effet, qu'un musulman ne pouvait faire le mal par sa langue ni par ses mains. Ce qui amène les musulmans membres de la communauté Ahmadiyya à dire que leur communauté est venue restaurer l'Islam, en remettant le vrai sens de cette religion, étant donné qu'elle s'efforce à donner les vrais enseignements laissés par le saint prophète Muhammad. Pour les Ahmaddis, en effet, leur communauté, fondée par Dieu lui-même, est différente des autres commu-

nautés de l'Islam qui sont les fruits du travail des hommes. C'est ici qu'ils trouvent le fondement de la mission donnée à chaque Ahmadi d'enseigner l'Islam à travers le monde. « *Aujourd'hui, dans le monde entier, l'Islam est connu comme une religion du terrorisme, de la force et de certains actes qui détruisent le nom de l'Islam et du fondateur de cette religion, le saint prophète Muhammad, alors que ni dans l'Islam ni dans la vie du prophète, ces genres d'actes sont permis. C'est pourquoi nous croyons que l'Ahmadiyya, c'est la restauration de l'Islam, c'est la renaissance de l'Islam. C'est pour redonner le vrai visage qu'il y avait aux temps du prophète Muhammad...* », a expliqué l'Amir Jama'at Khalid Mahmood, insistant sur le changement de comportement des Ahmaddis et indiquant que le terrorisme, le djihadisme, etc., ne sont pas recommandés par le Coran. Dieu, a-t-il dit, a restauré l'Islam par la Communauté islamique Ahmadiyya qui est en train de montrer le vrai visage de l'Islam.

Susciter l'émulation dans la jeunesse

Pendant cette conférence, la Comaco a honoré des enfants de la communauté qui ont été distingués dans leur scolarisation pour l'année scolaire 2017-2018. Des cadeaux ont été remis à chacun d'eux. Près de quinze Ahmaddis, filles et garçons, ont bénéficié de ces gratifications. Pour l'Amir Jama'at, qui a personnellement remis ces cadeaux aux bénéficiaires, ce geste de la communauté vise à stimuler les jeunes Ahmaddis à s'adonner à l'éducation.

Lucien Dianzenza

LINAFOOT/PLAY-OFF

V.Club marche vers le titre

Après leur précieux succès de trois buts à zéro loin de leur base face à Lupopo, les poulains de Florent Ibenge avancent résolument vers le sacre de la 23^e édition du championnat national de football.

L'AS V.Club est sur le point de remporter la 23^e édition du championnat national de football. Le club coaché par Florent Ibenge et son adjoint Raoul Jean-Pierre Shungu s'est imposé, le 9 juillet, au stade Frédéric-Kibasa-Maliba de Lubumbashi, face au FC Saint-Eloi Lupopo par trois buts à zéro, avec un doublé du défenseur central Ruddy Makwekwe, dans le cadre de la 21^e journée du Play-Off de cette compétition organisée par la Ligue nationale de football (Linafoot).



V.Club rivé vers le titre national

Titularisé à la place de Padou Bompunga absent pour exclusion lors du match précédent, Makwekwe a su tirer profit de sa présence sur la pelouse. A la 45^e mn, il a surgi sur un centre pour ouvrir la marque de la tête, juste avant la pause, et a récidivé à la 55^e mn sur un

autre coup de tête, portant le score à deux buts à zéro. A la 70^e mn, l'inévitable Jean-Marc Makusu a triplé la mise, sur une passe de Chadrac Muzungu qui venait de monter sur l'aire de jeu à la place de Jésus Muloko Ducapel.

Avec ce succès, V.Club est lit-

éralement rivé vers le titre, totalisant désormais cinquante-trois points, en égalité avec le TP Mazembe qui a déjà fini sa saison. V.Club jouera son dernier match à Kinshasa contre l'AC Rangers et n'aura besoin que d'un match nul pour être sacré champion du Congo 2018.

Sanga Balende écrabouille Dragons...

Si le leadership s'est virtuellement offert à V.Club, la course pour la troisième position entre Sanga Balende et Daring Club Motema Pembe (DCMP) tient encore en haleine les sportifs. Les Anges et les Saints ont récemment perdu la première place qu'ils avaient pendant longtemps gardée. Et aujourd'hui, ils se battent pour une troisième place qualifica-

tive en Coupe de la Confédération mais avoir véritablement leur destin en main.

Le 8 juillet, dans le nouveau stade Kashala-Bonzola de Mbuji-Mayi, les protégés du gouverneur du Kasai oriental, Alphonse Ngoy Kasanji, ont écrabouillé les joueurs de Dragons/Bilima de Kinshasa par six buts à zéro. Le buteur-maison, Lusiela Mande, a signé un doublé, alors que le Ghanéen Iassac Amoah, Kanku Bukasa et Mbangi ont aussi participé à la victoire avec chacun un but. Sanga Balende finit donc la saison avec quarante-six points glanés. Vainqueur de Dauphin noir le 7 juillet à Goma, dans le Nord-Kivu, DCMP compte quarante-quatre points et jouera le 12 juillet à Kinshasa contre Lupopo et le 14 juillet contre Rangers.

Martin Engimo

«MA THÈSE EN 180 SECONDES»

Aristarque Mulonda va représenter la RDC à Lausanne

Lauréat sur les neuf participants à la deuxième édition nationale tenue le 28 juin dans la salle polyvalente de l'Institut français (IF), l'unique candidat de l'Université pédagogique nationale (UPN) participera à la compétition internationale, le 27 septembre, en Suisse.

Aristarque Mulonda Bulambo, dont le domaine de recherche est la biotechnologie, a réalisé la meilleure cote du jury présidé par le Pr Bernard Lututala, soit 69%. L'auditoire profane et hétéroclite a capté l'intérêt de l'étude qu'il a menée pour la société, un des critères qui a joué en sa faveur. « *Mon travail porte sur une plante sauvage qui pousse n'importe où dans notre environnement et qui contient des principes actifs pour soigner la malaria et le diabète en même temps* », a-t-il dit au Courrier de Kinshasa. Il s'agit du *Phyllanthus amarus* appelé en français Herbe au chagrin ou encore petit tamarin blanc. Concourir, « *c'était un bel exercice, en trois minutes,*

présenter l'essentiel de ce que l'on a fait pendant plus de trois ans, ce n'est pas chose facile », a reconnu le candidat de l'UPN à la suite de son sacre. Fier de sa belle performance qui lui permet dès lors de prétendre au titre international de « *Ma thèse en 180 secondes (MT 180)* », il l'a tenue d'ores et déjà pour « *une grande responsabilité* ». Son chèque de 250 dollars américains en main, le thésard a dit surtout espérer « *représenter valablement la RDC* » à Lausanne. Son succès au concours au niveau national, il s'en est félicité au Courrier de Kinshasa avec humour, la même attitude sympathique affichée lors de son exposé. Mais ce n'était pas le seul atout et il a joué sur tous les fronts. « *Faire cette présentation devant un public pratiquement profane, il fallait trouver les mots. Je les ai cherchés et apparemment je les ai trouvés* », a-t-il déclaré, l'air enjoué.

Premier prix du jury et prix du public

Aristarque Mulonda Bulambo,

ovationné par l'assistance dès la fin de son exposé, était le huitième et avant-dernier candidat. Il a réussi à faire l'unanimité dans la salle même au milieu des autres concurrents. Le second prix, Valentin Bashige de l'Université de Lubumbashi, l'a affirmé au Courrier de Kinshasa. « *Je crois que le meilleur l'a emporté. Lorsque je l'ai entendu parler, j'ai trouvé qu'il avait vraiment réfléchi* », a-t-il reconnu. Ce, alors qu'à leur rencontre la veille, il se demandait comment le lauréat parviendrait à faire sa présentation sur les « *Activités antiplasmodiale et hypoglycémiantes des extraits de Phyllanthus amarus* ». « *J'étais content qu'il ait aussi travaillé sur l'activité antiplasmodiale. Mais je me demandais comment il va concilier les deux activités. Je pense qu'il a su trouver les termes qu'il fallait* », a-t-il témoigné. C'est sans grande surprise que l'auditoire profane et hétéroclite qui avait décerné le prix du public à Aristarque Mulonda a vu le jury lui décerner son premier prix après dé-

libération à huis clos. Double consécration approuvée par le deuxième prix. Il a, à cet effet, renchéri : « *Je crois que le jury a été juste. De toutes façons, il a aussi concilié le point de vue du public. Objectivement, si moi-même j'avais aussi voté, j'aurais peut-être voté pour lui* ».

Pour Élodie Bamowongo, MT 180 est « *un jeu stimulant* », rappelant que l'épreuve « *met en compétition des chercheurs de divers domaines* ». Ainsi, celui abordé par le troisième prix, Raoul Sambieni, distinct des deux premiers, portait sur l'architecture et l'écologie du paysage. Mais il avait été aussi question de sociologie, philosophie, théologie et linguistique. La responsable du Campus numérique de Kinshasa, ex-Campus numérique, a rappelé aussi que le concours de l'Agence universitaire de la Francophonie a d'autres avantages. En effet, c'est là une belle opportunité offerte aux chercheurs pour « *vulgariser leurs thèses et améliorer leurs compétences*

en communication en même temps qu'il leur permet de faire le lien entre recherche doctorale et société ».

Pour l'occasion, les doctorants devaient « *présenter leurs sujets de recherche en français en des termes simples devant un auditoire profane et diversifié en trois minutes chrono* ». Le plus brillant, Aristarque Mulonda, revenait pour la seconde fois et s'était largement démarqué des autres. Dix pour cent d'écart avec le second Valentin Bashige, ce n'est pas peu de choses. Ce dernier était talonné à peine un pour cent de différence par Raoul Sambieni, de l'École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux. L'Université de Kinshasa et l'Université catholique au Congo (UCC) étaient également représentées à la 2^e édition de MT180. La précédente lauréate, Arlette Masamuna, était candidate de l'UCC qui a aligné cette année quatre doctorants au concours. Elle passe le flambeau à l'UPN.

Nioni Masela

IMPRIMERIE*DU

BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

 +242 06 951 0773
 +242 05 629 1317

 imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
 Brazzaville - République du Congo



AGENCE D'INFORMATION
DE L'AFRIQUE CENTRALE

VISITE

Des diplomates italiens s'inclinent devant la sépulture de Pierre Savorgnan de Brazza

En séjour au Congo, une délégation italienne, accompagnée de l'ambassadeur Andréa Mazzella, est allée se recueillir, le 8 juillet au mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, sur la tombe de l'explorateur français d'origine italienne et fondateur de Brazzaville.

Douze ans après son inauguration par les présidents congolais, Denis Sassou N'Guesso (qui s'est impliqué activement pour son implantation au Congo); gabonais, Omar Bongo; et centrafricain, François Bozizé; le mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza ne cesse d'attirer les visiteurs. C'est dans ce contexte que des diplomates italiens, en séjour au Congo, sont allés s'imprégner de l'histoire du Congo et de son explorateur qui est parvenu à unir les deux pays, le Congo et l'Italie. Tout a commencé par un tête-à-

tête entre cette délégation et la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, Béline Ayessa. Après cet entretien convivial, la délégation a suivi une visite guidée de cet imposable bâtiment, faite respectivement par la directrice générale et le guide, Marcel Bouesse. Les diplomates italiens se sont inclinés devant la sépulture des leurs : Pierre Savorgnan de Brazza, située à côté de celles de sa femme, de ses quatre enfants et de son petit-fils Detalmo Pirzio Biroli (celui-là qui s'était accordé avec le président Denis Sassou N'Guesso pour accomplir le dernier vœu de Pierre Savorgnan de Brazza, celui de rapatrier ses restes mortels à Brazzaville).

La directrice générale du mémorial a transmis de l'émotion à ses hôtes après qu'elle leur a expliqué les liens fondamen-



La directrice générale du mémorial et les diplomates italiens, à l'issue de la visite (DR)

taux entre les deux pays. « Pour nous, cela été un honneur de découvrir cette belle histoire qui illumine le nom de l'Italie dans cette région de l'Afrique. Si l'Italie et le Congo sont liés par une amitié si forte, on le doit surtout à Savorgnan de Brazza. Nous remercions la directrice générale du mémorial, parce que c'est grâce à elle que cette histoire est conservée et va revivre tous les jours avec nous », a indiqué le diplomate Pier Mario Dacco Coppi.

Cerise sur le gâteau, les diplomates italiens ont remis un important lot d'ouvrages sur « L'Epopée Savorgnan, un voyage en images » dont le fonds photographique est de Giacomo Savorgnan de l'Archivio Capitolino de Rome. Ces ouvrages seront placés dans les rayons de la future bibliothèque qu'abritera le second module du mémorial en construction.

A l'issue de la visite, le diplomate italien Pier Mario Dacco Coppi a écrit dans le livre d'or: « Une

très belle histoire d'un Italien qui a aimé l'Afrique et qui a rendu honneur à notre pays. L'amitié qui existe entre nos deux pays, l'Italie et le Congo, est fondée sur cette histoire de respect, grâce aussi à Pierre Savorgnan de Brazza. Un remerciement sincère pour avoir permis de rendre honneur à ce grand personnage de l'histoire, à la directrice générale du mémorial Béline Ayessa ».

Bruno Okokana

« Une très belle histoire d'un Italien qui a aimé l'Afrique et qui a rendu honneur à notre pays. L'amitié qui existe entre nos deux pays, l'Italie et le Congo, est fondée sur cette histoire de respect, grâce aussi à Pierre Savorgnan de Brazza. Un remerciement sincère pour avoir permis de rendre honneur à ce grand personnage de l'histoire, à la directrice générale du mémorial Béline Ayessa »

COUPE DU MONDE RUSSIE 2018

Les chances des demi-finalistes

France-Belgique puis Angleterre-Croatie, telles sont les affiches des demi-finales de la Coupe du monde qui se disputeront mardi et mercredi.

Ils étaient trente-deux à prendre le départ, le 14 juin. Finalement, il n'en reste que quatre prétendants pour une consécration finale. Chacune des quatre sélections a des qualités pour succéder à l'Allemagne. La France et l'Angleterre restent les seules favorites par

rapport à leur statut d'anciennes championnes du monde. La France a gagné en 1998 et l'Angleterre en 1966. Depuis lors, les deux nations courent derrière une deuxième étoile. Pour y arriver, il faut d'abord passer l'obstacle de la Belgique et de la Croatie qui découvrent le dernier carré pour la deuxième fois de leur histoire et ne veulent pas louper la finale cette fois-ci. France-Belgique est donc l'affiche phare de ces demi-finales qui débutent ce mardi. Deux sélections qui se

connaissent parfaitement bien, en témoigne le nombre de leurs confrontations.

Les Bleus et les Diables rouges se sont rencontrés soixante-treize fois dont soixante-deux en amical. Le bilan reste à l'avantage des Diables rouges (trente victoires pour les Belges contre vingt-quatre pour les Français puis dix-neuf matches nuls). Mais attention! Dans une phase finale de Coupe du monde et surtout dans les matches à élimination directe, la Belgique n'a

jamais battu la France. Le 28 juin 1986, au Mexique, lors du match pour la troisième place, les Bleus l'emportèrent sur un score de 4-2 après prolongation. Bien avant, pendant les huitièmes de finale de la Coupe du monde 1938, la France avait aussi pris le meilleur sur la Belgique 3-1.

La France gagnerait-elle la troisième confrontation dans un match à élimination directe ou s'inclinerait-elle devant la Belgique? La réponse au bout de quatre-vingt-dix minutes voire cent vingt minutes. Depuis les huitièmes de finale, ces deux sélections n'ont cessé de monter en régime avec quelques similitudes. La France a éliminé l'Argentine en huitièmes de finale en montrant à ceux qui la critiquait qu'elle avait les moyens de réagir même quand elle était menée 1-2. La Belgique a aussi montré cette force de caractère, toujours à cette étape de la compétition, en renversant le Japon après avoir été menée 2-2.

La France et la Belgique ont toutes les deux eu le mérite d'éliminer, en quarts de finale, les deux nations qui avaient la meilleure défense du tournoi. Les Bleus ont marqué deux fois contre l'Uruguay et la Belgique a fait autant face au Brésil. France-Belgique, ce sera un match dans un match entre d'une

part Mbappe, Griezmann, Giroud, le trio d'attaque sur lequel s'appuie la France, et d'autre part Hazard, De Bruyne, Lukaku. C'est aussi un match des retrouvailles entre coéquipiers du même club. Eden Hazard, Kevin De Bruyne et Thibaut Courtois rencontreront un Ngolo Kanté et un Olivier Giroud avec lesquels ils portent le maillot de Chelsea. Sur le banc, Thierry Henri, vainqueur de la Coupe du monde avec les Bleus, vivra l'une des émotions les plus fortes de sa jeune carrière d'entraîneur. L'ancien buteur des Bleus est désormais entraîneur des attaquants des Diables rouges belges. Va-t-il se lever pour célébrer un but ou une victoire belge ?

Lors de la seconde demi-finale, l'Angleterre et la Croatie vont se croiser pour la première fois dans une phase finale de la Coupe du monde. Mais leur sept dernières confrontations tournent à l'avantage des Anglais (quatre victoires contre deux puis un match nul). Sur le papier, les Anglais partent favoris. Ils ont, d'ailleurs, un énorme avantage dans la récupération. Les Anglais se sont rendus la tâche facile en dominant la Suède 2-0 alors que les Croates ont dû passer deux fois les cent vingt minutes avant de vaincre leurs adversaires aux tirs au but.

James Golden Eloué



Luka Modric (Croatie), Eden Hazard (Belgique), Kylian Mbappé (France) et Harry Kane (Angleterre) (DR)